

CREA

| | |
|---|----------|
| CENTRE DE RECHERCHES EN ECONOMIE APPLIQUEE C.R.E.A | |
| DOCUMENTATION | |
| DATE D'ENTREE | 22/10/83 |
| No D'ORDRE | 2560 |

LA CRISE ENERGETIQUE DANS LE SYSTEME CAPITA-
LISTE MONDIAL ET SES CONSEQUENCES POUR LES
P.V.D.

Par : Hólal MAHZOUL.

I N T R O D U C T I O N

Le présent travail se propose d'étudier analytiquement et synthétiquement la problématique de la crise énergétique dans le système capitaliste mondial. Il se concentre sur l'éclaircissement des principaux facteurs, tendances et perspectives économique-politiques de cette crise, avec une orientation particulière sur les conséquences spécifiques pour les pays en voie de développement.

L'attention est portée essentiellement sur le pétrole qui joue dans l'évolution de la crise un rôle de première importance et seulement en marge, il est question des autres ressources énergétiques. Cette limitation est - eu égard à l'étape de la recherche - voulue, car l'étude de la problématique des ressources énergétiques et des questions de l'appréciation des conditions de développement, d'utilisation et de perspectives des ressources d'énergie non traditionnelles dépassent les possibilités d'un travail de recherche individuel.

Comme cadre initial pour l'évaluation des conséquences et des perspectives de la crise énergétique, il est tout d'abord question du problème de l'énergie dans le contexte de l'évolution de l'économie capitaliste mondiale dans les années 70. A l'arrière plan de la particularité de l'évolution du capitalisme contemporain, sont analysées les causes de la crise énergétique, expliqué le rôle des monopoles internationaux et des pays de l'OPEP dans leur évolution. Ensuite, l'étude débouche sur l'estimation de l'évolution supposée de la crise énergétique. Comparées sont les prévisions accessibles de l'évolution de la situation énergétique globale dans le but d'identifier leurs principales notions, d'énoncer les résultats des pronostics du développement ultérieur et de suivre les traits spécifiques et la tendance du problème énergétique des pays en voie de développement non producteurs de pétrole.

L'étude ne couvre qu'une certaine partie du vaste domaine de la crise énergétique, même si elle vise à donner la vue la plus large possible. Le suivi des phénomènes et des tendances de la crise énergétique reste une tâche importante de la recherche économique.

I - PARTICULARITE DE L'EVOLUTION DU CAPITALISME DANS LES ANNEES 70
ET LA CRISE ENERGETIQUE.

Dans les années 70, la crise générale du capitalisme s'est approfondie, les divergences inter-imperialistes se sont aiguisées et l'incapacité du capitalisme monopoliste d'Etat de conserver ou d'animer la conjoncture nationale et mondiale est apparue au grand jour. Le capitalisme contemporain est entré dans une époque de perturbations très pesante dont les racines reposent sur d'autres aggravations des conditions entre le caractère des rapports de production du capitalisme monopoliste et la nécessité du développement des forces productives dans les conditions de la révolution scientifico-technique actuellement en cours. La formation progressive d'un niveau plus élevé de l'intégration de l'économie capitaliste se reflète dans la synchronisation des procès de reproduction des pays capitalistes développés et dans l'accroissement du potentiel de crises.

La crise économique des années 1974-1975 a donné lieu à une fluctuation cyclique d'une étendue sans précédent, qui a introduit des perturbations tout à fait nouvelles dans l'économie capitaliste mondiale. Les nouveaux traits de la crise cyclique consistaient en une profonde baisse de l'activité économique envahissant, presque en même temps, tous les principaux centres industriels du système capitaliste mondial. Cette baisse a été étroitement liée avec l'ampleur et l'internationalisation des processus inflationnistes et accompagnée par des crises structurelles profondes, qui se sont spécialement manifestées dans les domaines tels que l'énergie, la production des matières premières et des produits alimentaires, les relations monétaires internationales.

Dans le caractère général de la crise s'engrènent également les contradictions de la division internationale capitaliste du travail et leurs manifestations dans les relations économiques entre les pays capitalistes développés et les pays en voie de développement.

Le système néocolonialiste d'exploitation et d'hégémonie des monopoles sur les ressources de matières premières et d'énergie ont provoqué la disproportion de l'évolution des différentes parties et sphères de l'économie capitaliste mondiale, lesquels ont régulièrement conduit à des crises. Le trait commun des crises structurelles de la moitié des années 70 est qu'elles ne se sont pas formées à partir de la surproduction, mais, relativement, à partir de pénuries. Les perturbations structurelles de "sous-production" ne sont certes pas tout à fait nouvelles dans le capitalisme, mais dans le passé elles n'avaient été en aucune façon typiques et n'avaient jamais intervenu dans des branches-clés telles que l'énergie, l'industrie extractive et l'agriculture.

C'est pourquoi la crise contemporaine représente un élément spécifique d'accompagnement des crises cycliques de surproduction. Le capitalisme est entré dans une nouvelle étape de destabilisation de la sphère économique dans laquelle s'entrelacent des perturbations structurelles non cycliques avec des chocs cycliques. Leurs agissements mutuels forment un complexe varié d'effets négatifs sur le fonctionnement du mécanisme de la reproduction capitaliste, influencent la spécificité de l'évolution cyclique contemporaine ainsi que chacune de ses phases et apportent de nouvelles contradictions économiques et politiques dans les relations entre les pays capitalistes.

C'est d'une manière tout à fait extraordinaire que les contradictions du capitalisme contemporain se sont manifestées et se sont nouées dans le domaine de la sécurité des approvisionnements énergétiques. Les changements structurels dans l'économie capitaliste de l'énergie des années 70 ont négativement influencé la stabilité des relations économiques extérieures et ont intervenu dans les rapports de forces dans la sphère économique. Ils ont attiré dans leur champ magnétique également les pays en voie de développement et ont accéléré leur différenciation économique et politique. L'énergie est devenue une priorité économique importante qui, pour longtemps encore, peut décider de la qualité et de la force matérielle du potentiel technique des différents pays. C'est pourquoi la problématique de s'assurer des ressources énergétiques et l'effet de leur utilisation se présentent comme une autonomie relativement déterminante

de la croissance économique ainsi qu'une stratégie à long terme de la politique économique des pays capitalistes.

Le problème énergétique présente un phénomène très complexe. Cette complexité découle de la complication de ses causes et des diversités de ses conséquences, qui se projettent non seulement dans l'évolution des différentes économies, mais aussi dans toute la sphère des relations économiques internationales.

Le problème énergétique "a muri" longtemps avant de se transformer en crise dans la moitié des années 70. Le facteur important de l'exacerbation de sa crise actuelle a été le dérangement du mécanisme antérieur de la sécurité des approvisionnements énergétiques des centres capitalistes par les fournitures de combustibles à bon marché des pays en voie de développement. L'hégémonie et la subordination traditionnelles dans le secteur énergétique de l'économie capitaliste mondiale ont été sérieusement dérangées et les temps de l'exploitation illimitée par les monopoles des ressources naturelles du monde en développement sont en principe révolus.

Les circonstances de temps de ces changements, ensemble avec la cumulation d'autres facteurs économiques et extra-économiques et les perturbations cycliques de la production capitaliste, ont mené à l'éclatement de ^{la} crise énergétique, comme élément de la crise économique mondiale du capitalisme, des années 1974-75. La crise énergétique est devenue l'une des principales formes de manifestation de la disproportionnalité de la production capitaliste et de la crise générale du système de la division internationale capitaliste du travail. Les perturbations dans la sphère énergétique montrent que le système des relations économiques et politiques existant entre les sujets de l'économie capitaliste mondiale n'assure plus les conditions pour un développement stable, sans perturbation, du complexe énergétique.

Dans la crise énergétique se diffusent des difficultés structurelles de long terme et des perturbations cycliques spontanées, lesquelles sont accompagnées par des fluctuations à la hausse des prix des ressources énergétiques primaires sur le marché capitaliste mondial. Il est difficile de déterminer quels types de perturbations et de disproportions prédominent dans un secteur précis. Les facteurs influençant le cours existant sont nombreux et leur poids change au cours des temps.

Dans les années 70, les prix de pétrole ont fait deux bonds très marqués (en 1973 et 1979), qui de dehors apparaissent comme une forme de manifestation cyclique du procès de reproduction capitaliste. Cependant, une analyse approfondie ne milite pas pour évaluer la crise énergétique comme seulement une phase du cycle économique capitaliste, car de larges connexités avec la crise générale du capitalisme se font prévaloir. Les procès de crise ne se déroulent pas en ligne droite et, notamment au stade du capitalisme monopoliste d'Etat, une série de facteurs économiques et extra-économiques agissent sur leur cours.

Tous en côtoyant la crise générale du capitalisme, la crise énergétique a aussi sa propre évolution et ses traits spécifiques. Les augmentations relativement importantes des prix de l'énergie accompagnant la crise agissent non seulement pour un rétablissement rapide de l'équilibre, mais comportent également des tendances pour résoudre les disproportions de l'évolution de la sphère énergétique à long terme, pour développer le progrès scientifico-technique et pour économiser l'énergie. Le capitalisme contemporain avec son système des relations économiques et politiques, l'hégémonie des monopoles sur les ressources énergétiques, la concurrence et le caractère antagoniste des contradictions ne peuvent cependant pas créer les conditions d'une évolution stable de l'économie de l'énergie, éliminer les profondes causes des crises structurelles et les variations spontanées de la pénurie et de la sur-production de l'énergie. C'est pourquoi la crise énergétique influence non seulement la stabilité des relations économiques internationales du capitalisme, mais également l'évolution globale de la situation énergétique.

II - LES CAUSES ET LES FACTEURS DE LA FORMATION ET DE L'EVOLUTION DE LA CRISE ENERGETIQUE.

La crise énergétique a ouvertement éclaté au mois d'octobre 1973 et depuis, elle agit sur les relations des pays capitalistes développés et des pays en voie de développement. Sa formation a été objectivement conditionnée par les particularités de l'évolution de l'économie capitaliste mondiale et par tout le système des relations économiques et politiques entre les différents pays et les monopoles internationaux, lesquels ne créent pas les conditions d'une évolution stable et proportionnelle dans le secteur de l'énergie.

La formation de la crise énergétique a été précédée par des changements structurels dans le domaine de l'exploitation et de l'utilisation des ressources énergétiques. Dans l'évolution de la crise s'est également manifestée la croissance globale de la consommation énergétique des U.S.A., de l'Europe occidentale et du Japon. Après la seconde guerre mondiale, la tendance de la croissance continuelle de la part du pétrole dans la consommation globale de l'énergie primaire et celle de l'accroissement de la dépendance des centres industriels capitalistes pour son importation se sont imposées (1).

En même temps, d'importants déplacements se sont déroulés dans la structure de la production. Accroissement rapide de la production dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (leur part dans la production totale mondiale est passée de 6,7% en 1938 à presque 50% en 1972), ce qui leur a permis d'occuper une position clé dans le commerce mondial du pétrole.

(1) Par exemple : aux USA, la part du pétrole importé dans leur consommation totale est passée de 8,5% en 1954 à 38% en 1974 et presque à 46% en 1979. C.F. : STOBAAUCH, R. YERGIN, D : The energy outlook, Harvard Business Review, January-February 1980.

CHANGEMENTS DE LA PART DES DIFFERENTES FORMES D'ENERGIE
DANS LA CONSOMMATION ENERGETIQUE TOTALE DU SYSTEME CAPI-
TALISTE MONDIAL DANS LES ANNEES 1950 - 1972 (EN %)

| | 1950 | 1960 | 1965 | 1970 | 1972 |
|-----------------------|------|------|------|------|------|
| Charbon | 59,7 | 44,2 | 39,0 | 31,1 | 28,7 |
| Pétrole | 28,9 | 35,8 | 39,4 | 44,5 | 46,0 |
| Gaz Naturel | 88,9 | 13,5 | 15,5 | 17,8 | 18,4 |
| Energie électrique | 6,5 | 6,4 | 6,2 | 6,5 | 6,9 |

Source : R.VERNON : The oil crisis, New York 1976.

A la création des conditions économiques de la crise énergétique ont contribué une série de facteurs, dont notamment :

- 1) L'exploitation des richesses pétrolières des pays en voie de développement par les monopoles pétroliers internationaux;
- 2) L'inflation dans les pays capitalistes développés et la crise du système monétaire international;
- 3) Le renforcement de la coopération et l'unité d'action des pays de l'O.P.E.P. ;
- 4) Les facteurs extra-économiques qui, dans l'évolution de la crise, ont joué un rôle important.

Le processus, qui par ses conséquences avait renforcé l'agissement des autres facteurs a été la désagrégation du système monétaire international^{et} le rythme rapide de l'inflation. La politique des prix des monopoles pétroliers internationaux a élargi les disproportions entre les revenus réels des pays en voie de développements producteurs et la croissance des profits des monopoles. Les

accords de concession entre les monopoles pétroliers et les pays producteurs ont été particulièrement minés par la dépréciation du dollar US dans lequel ont été exprimées les conditions de paiement de ces accords. L'instabilité des relations monétaires et l'internationalisation de l'inflation ont conduit à l'aggravation des conditions de commerce des pays pétroliers, dépendant en général de l'exportation de ce seul produit. En même temps, cependant, les prix des produits finis avaient augmenté et les profits des monopoles atteignaient des dimensions énormes. Ces processus ont contribué à la ^{coordination de la} politique pétrolière de l'O.P.E.P., qui vise à obtenir une juste part de l'exploitation de ses richesses pétrolières.

Les efforts des pays producteurs ont été, dans un premier temps, concentrés sur le changement des conditions des accords de concession passés avec les sociétés pétrolières étrangères. Plus tard, ils ont porté sur l'annulation de ces accords et sur le rétablissement de la souveraineté nationale sur les ressources pétrolières. La deuxième voie de la lutte des pays de l'O.P.E.P. a été le domaine de la répartition des profits de l'exploitation pétrolière et l'augmentation de la fiscalité des droits de concession. Après l'aménagement des droits fiscaux, les efforts ont été à la fin orientés directement vers le domaine des prix, vers l'augmentation des prix et vers le contrôle de leur détermination.

Les changements dans la position internationale des pays producteurs et dans toute la situation énergétique se sont reflétés dans une croissance brusque et répétitive des prix, lesquels se sont approximativement multipliés par 20 dans la période 1971-1981(2). L'un des plus importants changements consiste dans le fait que les monopoles pétroliers internationaux ont non seulement perdu leur participation dans les découvertes pétrolières et dans la régulation des prix, mais, à la fin des années 70, également la possibilité de déterminer le niveau de production et de disposer comme ils l'entendent des quantités pétrolières extraites comme l'illustre la baisse

 (2) Tandis que dans les années 60, le prix du baril de pétrole d'une qualité donnée se maintenait à 1,80 dollars, en 1980 il atteignait une moyenne de 32 dollars et en Janvier 1981 il était de 36,2 dollars.

de leur part dans le volume du commerce international du pétrole. C'est ainsi qu'en 1973 les contrats de livraison aux monopoles pétrolier pétroliers représentaient encore en gros 75% de ce commerce (excepter le commerce à l'intérieur de l'O.C.D.E. et du C.A.E.M.), mais en 1979 cette part ne représentait que 42%. En même temps, les quantités de pétrole que ces monopoles peuvent en disposer dans le cadre de leurs propres concessions ou selon les conditions contractuelles se réduisaient de 30 millions de barils/jour à 19,5 millions(3). Ainsi, les pays de l'O.P.E.P. ont acquis la possibilité réelle de réguler la croissance des prix par les changements dans le volume de la production et obtenir des revenus élevés de l'exportation du pétrole même en cas de réduction ou de stabilisation de la production. Aujourd'hui, ils peuvent réguler les prix par la programmation de la production et ne pas permettre à l'inflation des pays consommateurs de compenser l'augmentation des prix de pétrole par la dépréciation des revenus en dollars et par l'enchérissement des prix de leurs importations.

Le nouveau rôle des pays de l'O.P.E.P. et leur capacité d'influencer les prix du pétrole proviennent d'une série de facteurs économiques et extra-économiques. Pour expliquer les causes et le déroulement de la crise énergétique, il est nécessaire de prendre en considération également les problèmes extra-économiques qui ont opéré à côté des lois économiques objectives. L'unité d'action des pays producteurs au sein de l'O.P.E.P. devenait un facteur puissant de trouble dans "l'ordre pétrolier" établi dans le monde entier. La guerre du Kippour, en engendrant un réflexe de solidarité arabe, a permis à ces derniers de prendre la décision d'embargo à l'encontre des pays qui traditionnellement soutiennent Israël et d'augmenter la fiscalité pétrolière.

(3) C.F.J.H. MOHNFELD - Structural changes In world crude oil trade intereconomies, January/February 1980.

Les facteurs extra-économiques ont également, dans une mesure importante, participé à la culmination de la deuxième phase de la crise énergétique des années 1979-80, lorsque les prix mondiaux du pétrole ont augmenté en gros de 2,5 fois. Cette évolution a été influencée par les conséquences de la chute du régime du Shah en Iran, par la détérioration de la situation politique générale au Moyen Orient et, en dernier lieu, par le conflit Iraco-Iranien, qui a provoqué une réduction importante de la production pétrolière dans les deux pays.

III - LA CRISE ENERGETIQUE ET LES MONOPOLES PETROLIERS INTERNATIONAUX.

Dans ce chapitre nous voulons consacré notre attention à certains aspects des activités des monopoles pétroliers en rapport avec les pays producteurs, et ce en liaison avec la probématique de la crise énergétique. Nous laissons de côté les questions de la gène et des forces mouvantes de ces monopoles et nous nous limitons avant tout aux conséquences de leurs activités et aux changements de leur position dans l'économie pétrolière capitaliste.

Les monopoles pétroliers internationaux, notamment le Cartel pétrolier des 7 majors (4), ont sans doute une grande responsabilité dans la formation et l'évolution de la crise énergétique. Pendant plusieurs années, ils ont sans scrupule exploité les pays pétroliers du Moyen-Orient. C'est ainsi que les monopoles des principaux pays capitalistes ont imposé aux pays producteurs des conditions asservissantes dans le cadre des contrats de concession et ont obtenu du pétrole pour un prix de monopole très bas. Dans le but de contrôler les débouchés des combustibles liquides, ils ont facturé le pétrole à des prix qui ont étouffé l'industrie du charbon, ralenti le développement de l'industrie du gaz naturel, freiné l'utilisation à des fins civils de l'énergie nucléaire et renforcé, à tous les points de vue, la dépendance à l'égard du pétrole importé.

L'étude de l'évolution progressive des conditions de l'éclatement de la crise énergétique montre que cette crise n'est pas provoquée par un danger éminent d'épuisement des réserves énergétiques primaires, mais par l'évolution spontanée des économies capitalistes, par la politique des monopoles internationaux et des gouvernements des pays capitalistes développés, chez lesquels se font prévaloir plutôt des critères de profit lors de la décision sur le développement de la structure des ressources énergétiques.

(4) Ce sont : B.P., Royal Dutch Shell, Mobil Oil, Standard Oil (Exxon), Gulf Oil, Standard Oil of California et C.F.P. -

Les monopoles pétroliers ont donné la préférence au pillage des ressources énergétiques étrangères à bon marché, avant tout à celles des pays en voie de développement, et les gouvernements des pays capitalistes consommateurs ont orienté, en harmonie avec les intérêts des monopoles pétroliers, leurs économies vers la consommation du pétrole au dépend des combustibles solides. En même temps, ils ont étouffé et directement reporté la recherche et l'application des technologies alternatives pour l'utilisation des ressources énergétiques traditionnelles et nouvelles. Et encore dans les pays capitalistes existent non seulement de grandes réserves de ressources énergétiques primaires, surtout de charbon, de schistes bitumineux, d'uranium pour l'énergie nucléaire, mais aussi de gaz et de pétrole. Cependant malgré cela, ces pays ont profité pendant des dizaines d'années du pétrole importé des pays en voie de développement et la mise en place d'une politique de prix très bas leur a permis de puiser des pays en voie de développement des milliards de dollars, d'économiser des investissements pour élargir leur propre base énergétique, de consacrer plus de ressources pour leur propre développement et d'étendre leur expansion économique à l'étranger.

Les monopoles ont soigneusement régulé le commerce du pétrole et réalisé chaque année, dans les années 1950-1970, des taux de profit de 100%. Pour conserver des taux de profit élevés, les monopoles américains ont, jusqu'à l'éclatement de la crise énergétique, expressément limité la recherche et la production du pétrole. Dans ce contexte, il est caractéristique qu'aux U.S.A., qui possède d'importantes réserves de pétrole, les monopoles pétroliers n'ont pas, dans les années 1965-1976, construit de nouvelles raffineries et comparativement à l'année 1956, ils ont réduit de 60% les activités de forage.

Il est tout à fait évident que, sur la base de la politique des monopoles et le pillage des réserves pétrolières des pays en voie de développement, ont été préparées les conditions pour la formation d'un déficit pétrolier lequel ensuite s'est transformé en une crise énergétique profonde.

Les premiers signes ont apparu au début des années 70. Peu de temps après, les pays de l'O.P.E.P ont commencé à liquider le système discriminatoire de paiement de leur pétrole, à augmenter les prix et à réguler la production et l'exportation de ce produit.

L'élargissement et le renforcement du contrôle sur les ressources pétrolières a été accéléré au cours des années 70 et la part des sociétés nationales dans la production totale pétrolière des pays de l'O.P.E.P. a augmenté d'une façon importante - de moins de 2% en 1960, elle est passée à 88% en 1980 (5). De ce fait, les positions des monopoles pétroliers ont été affaiblies. Tandis que dans les années 50, les 7 majors contrôlaient environ 98% de la production du pétrole arrivant sur le marché, en 1973 encore 75%, mais en 1979 seulement 42%. Ainsi, dans les années 70, ces monopoles ont non seulement perdu une partie importante des concessions, mais aussi le contrôle sur les prix et le niveau de production.

L'affaiblissement du cartel pétrolier provient également des revendications supplémentaires que les pays de l'O.P.E.P présentent lors de la vente de leur pétrole. Cela concerne, par exemple, le droit de contrôle à quelles raffineries et à quel pays sera cédé le pétrole brut, le droit de disposer d'une certaine quantité de pétrole brut, etc... En même temps se développe l'importance des contrats directs d'approvisionnement à long terme entre les pays de l'O.P.E.P. et les pays capitalistes développés (notamment avec les pays de l'Europe Occidentale et le Japon). Le volume des exportations de pétrole dans le cadre des contrats inter-gouvernementaux augmentait de moins de 1 million b/j en 1973 environ 8 millions en 1980. Dans ce processus se manifeste également l'exacerbation des divergences entre les pays capitalistes. Les concurrents des U.S.A. fondent des sociétés mixtes par l'intermédiaire desquelles ils pénètrent dans le domaine de la recherche et de la production du pétrole dans certains pays de l'O.P.E.P. qui, auparavant, étaient la chasse-gardée des monopoles américains. Ils passent avec les pays de l'OPEP des contrats à long terme d'approvisionnement en pétrole en échange d'équipements industriels, de fournitures de produits alimentaires, d'armements et de services.

(5) C.F. : Annual statistical bulletin, OPEC 1980 Vienna 1981.

Cela bien entendu ne signifie pas, et de loin, un retrait des monopoles pétroliers de la scène et un abandon des fortes positions qu'ils détient encore dans les domaines des transports, de la transformation et de la distribution du pétrole brut et des produits pétroliers. Jusqu'ici, les pays de l'O.P.E.P. ne produisent que 10% des produits pétroliers et leur part dans la pétrochimie et dans le transport par tankers est encore insignifiante. Les monopoles ont, même dans les durs moments de la crise énergétique, réalisé d'énormes profits. À l'augmentation des prix d'exportation du pétrole brut par les pays de l'O.P.E.P., ils ont réagi par l'augmentation des prix des produits pétroliers.

Dans ce contexte, on peut constater un intéressant phénomène : l'affaiblissement des positions des monopoles pétroliers internationaux dans les plus importants secteurs de l'économie pétrolière capitaliste est liée non pas à la baisse des profits, mais plutôt à leur accroissement. En même temps, les investissements de ces monopoles s'élargissent à d'autres sphères de l'industrie énergétique. On peut dire, avec une certaine simplification, que les monopoles pétroliers utilisent les difficultés qui se sont créées dans l'approvisionnement énergétique pour s'enrichir et consolider leurs positions dans tout le secteur économique de l'industrie énergétique. Déjà dans le courant des années 50 et notamment 60 s'est déroulé un changement qualitatif du caractère des activités productives des monopoles pétroliers internationaux. Et depuis, simultanément avec la consolidation de leurs positions dans l'industrie pétrolière, ils ont intensivement élargi la sphère de placement du capital et ont pénétré profondément dans des branches énergétiques telles que la production et la transformation du gaz naturel, des schistes bitumineux, du charbon, de l'uranium, des sables asphaltiques etc. Ce processus s'est accéléré à partir de la fin des années 60 et au début des années 70, la grande majorité des monopoles pétroliers s'activaient également dans d'autres branches énergétiques que celles des hydrocarbures.

Etant donné que le rôle dominant dans le cartel pétrolier est joué par les monopoles des Etats Unis d'Amérique du Nord, il est clair que ce sont les intérêts américains qui se font prévaloir dans ce processus. C'est ainsi que, dans ce contexte, on peut se poser la question dans quelle mesure la crise énergétique n'est pas artificiellement manipulée dans l'intérêt des monopoles pétroliers américains. Dans l'état actuel des études, il n'est ^{pas} facile de répondre sérieusement à cette question, car cela concerne un phénomène complexe et son explication demandera d'autres études très approfondies.

IV - LA CRISE ENERGETIQUE ET LES PAYS DE L'O.P.E.P.

Dans le précédent chapitre, nous avons consacré notre attention à la crise énergétique et à l'hégémonie des monopoles pétroliers internationaux sur l'exploitation du pétrole dans les pays en voie de développement. Ces pays avaient en principe deux possibilités:

1) se soumettre aux monopoles et se résigner à leur position inégale dans l'échange économique avec les pays capitalistes développés, ou bien,

2) par l'union des forces, s'efforcer de mettre à terme au pillage de leurs richesses naturelles non renouvelables de la part du capital international. Les pays producteurs ont choisi la deuxième voie et en 1960 a été créée l'organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.) (6).

Au début de la constitution de l'O.P.E.P., les pays fondateurs se sont tracés d'abord un objectif relativement modeste. Il s'agissait avant tout de stabiliser les prix du pétrole et consolider la solidarité des pays membres lors des négociations avec les monopoles pétroliers internationaux. Ces derniers dominaient l'économie pétrolière du monde non socialiste et lors de la création de l'OPEP ils ne se sentaient nullement menacés sérieusement. Le statut de l'OPEP a été de nouveau ajusté en 1965 et définissait, ainsi, à long terme de larges objectifs. Parmi ces objectifs, il y a lieu de distinguer :

- la maximalisation des revenus pétroliers;
- le contrôle de l'économie pétrolière par les Etats membres;
- la négociation du rapport entre le prix du pétrole et les prix des produits importés ;
- l'intégration totale de l'industrie pétrolière ^{dans} la structure économique des pays producteurs;

(6) La création de l'OPEP a été approuvée le 9 septembre 1960 lors de la conférence des pays fondateurs (IRAK, IRAN, ARABIE SAUDITE, VENEZUELA et KOWEIT.).

1

- la reconnaissance de l'importance du pétrole dans la stratégie de développement des pays producteurs.

Au début des années 70, lors des négociations avec les monopoles pétroliers, les pays de l'OPEP avaient obtenu certains changements concernant l'ajustement des prix du pétrole et la fiscalité sur les revenus des sociétés étrangères. Cependant, le véritable tournant ne s'est réalisé qu'en octobre 1973, lorsque les pays membres prenaient dans leurs mains la détermination des prix du pétrole et décidaient que, dorénavant, ils les fixeront sans accord avec les monopoles pétroliers internationaux. En même temps, grâce à la forte augmentation des prix du pétrole et la nationalisation de l'industrie pétrolière, les revenus pétroliers des pays producteurs augmentaient fortement et leurs position internationale s'améliorait.

La base politico-économique dans la consolidation de la position internationale des pays de l'OPEP a été, sans doute, le changement dans le mode de propriété dans le domaine de l'exploitation pétrolière. Pendant que la part du secteur d'Etat dans la production pétrolière représentait, en 1966, à peine 2% et encore seulement 8,3% en 1972, il atteignait à la fin des années 70 déjà 75%. Du fait que les pays de l'OPEP réalisaient totalement ou en partie la nationalisation des sociétés pétrolières étrangères, établissaient le contrôle de l'Etat sur les opérations pétrolières se déroulant sur leur territoire, achevaient le régime de concession antérieur et renforçaient leur droit dans le domaine des relations financières avec les acheteurs du pétrole, ils se transformaient de destinataires passifs de rentes pétrolières en représentants directs et même en opérateurs de l'exploitation des gisements pétroliers.

Au succès des actions communes des pays de l'OPEP avait contribué le changement dans le rapport de forces mondial, changement qui a conduit à la formation de nouvelles conditions dans la politique extérieure permettant aux pays en voie de développement de pratiquer une politique relativement indépendante dans le domaine des relations internationales. La coordination de la démarche des pays de l'OPEP, le niveau de cohésion politique nécessaire au sein de l'organisation et la solidarité des autres pays en voie de développement

avaient permis aux pays membres d'étargir et de renforcer le contrôle sur les ressources pétrolières et d'occuper une position spéciale dans les relations politiques et économiques mondiales.

Dans le cadre du monde en développement, les pays de l'OPEP se distinguent, avant tout au point de vue économique, par le contrôle de leurs ressources pétrolières. Au point de vue politique, ils représentent un conglomérat complexe de pays qui manquent d'homogénéité tant dans la substance des régimes politiques, que dans le niveau de développement économique-social et même dans la dispersion géographique. Il existe d'importantes différences dans le caractère socio-politique des Etats des pays membres. Cette différenciation ne contribue pas au renforcement des actions communes. C'est l'une des principales causes des conflits intérieurs et des opinions différentes sur les questions de base de la politique de l'OPEP, sur les mesures à prendre tant à court terme qu'à long terme.

Cette hétérogénéité des pays de l'OPEP se reflète dans la contradiction qu'on peut déceler dans l'activité et, l'action de cette organisation. D'un côté, l'OPEP, généralement, fait des efforts pour transformer la division internationale du travail et pour imposer les justes revendications des pays membres à l'égard de l'impérialisme, pendant que, de l'autre côté, elle comprend des pays ayant des orientations socio-économiques les plus diverses, qui souvent font prévaloir leurs propres intérêts dans les différentes sphères de la politique de cette organisation. La rencontre de différentes forces et intérêts dans le cadre de l'OPEP modèle sa politique et ses objectifs les plus prédominants dans la période donnée. L'hétérogénéité des positions des pays membres apparaît clairement dans des domaines comme : La problématique des prix, la programmation de la production, la convenance dans l'aide économique et la coopération dans le cadre du monde en développement.

Très controversée est notamment la question de la politique des prix. C'est ainsi que la propagande occidentale désigne la politique des prix comme une des principales causes de la désintégration possible de ce groupement et prophétise que, par l'influence de la

baisse de la demande mondiale de pétrole et par l'accroissement de l'offre de ressources pétrolières non OPEP, ce groupement ne survivra pas aux années 80. Les divergences évidentes dans les positions des pays membres de l'OPEP, concernant l'augmentation des prix du pétrole, se manifestent déjà depuis 1976.

Le rôle-clé est ici joué par un groupe de pays mené par l'Arabie saoudite, qui persiste dans la position que la détermination du volume de production dans les différents pays est uniquement l'affaire de chaque pays et que l'OPEP, dans ce cas, ne doit pas intervenir. Ce groupe présente dans le cadre de l'OPEP, une force conservatrice qui contrôle actuellement plus de 55% de la production de cette organisation et s'oriente vers la coopération avec les monopoles pétroliers internationaux et vers un prix du pétrole acceptable par eux. Ce groupe rejette la programmation de la production et ne propose qu'un mécanisme déterminé de fluctuation automatique à la hausse des prix en relation avec le rythme de l'inflation dans les pays capitalistes développés. De cette façon, l'OPEP serait étroitement liée à l'économie capitaliste et le capital financier international se permettrait d'influencer le volume de la production ainsi que les prix sur le marché libre du pétrole.

Un autre groupe de pays membres revendique une politique commune de coordination de la production et d'augmentation des prix, qui pourrait répondre non seulement à l'évolution de l'inflation dans les économies capitalistes, mais aussi à l'importance spécifique du pétrole dans l'énergie mondiale ainsi qu'aux pertes qu'aient subies ces pays pendant l'exploitation de leurs richesses pétrolières par les monopoles internationaux. Leur approche est beaucoup plus fondée sur le principe de solidarité avec le monde en développement et suppose la formation de relations économiques spéciales à l'égard des pays en voie de développement non producteurs de pétrole et économiquement arriérés. Différentes sont aussi les approches que formule ce groupe à l'égard de l'aide au développement et à l'égard de la forme de l'utilisation des surplus financiers provenant de l'exportation du pétrole.

Cependant, même après de bonnes conditions matérielles et une amélioration de la situation financière, les pays de l'OPEP n'ont pas été jusqu'ici capables de résoudre efficacement leurs problèmes sociaux, surmonter leur retard économique général et éliminer leur position traditionnelle dans le système des relations économiques internationales comme producteurs de pétrole et importateurs de produits industriels et agricoles. Dans ce contexte, surgissent devant les pays de l'OPEP de grandes et difficiles tâches consistant en la liquidation de leur intégration inégale dans la division internationale capitaliste du travail.

Les pays de l'OPEP se trouvent aujourd'hui à la croisée des chemins : comment utiliser les avantages économiques pour accélérer le développement socio-économique et la coopération mutuelle, comment résoudre les questions du niveau de production et des prix du pétrole et comment assurer une transformation rationnelle des revenus pétroliers en ressources alternatives de revenus, lorsque le pétrole sera épuisé. C'est ainsi qu'il est certain que la résolution de ces tâches complexes et le maintien au sein de l'OPEP d'une ligne anti-impérialiste dépendront principalement, de l'évolution du rapport de forces au sein de ce groupement.

Le sens original de la création de l'OPEP en tant que groupement protectionniste est progressivement dépassé par l'évolution dans la sphère internationale et la nouvelle situation exige une nouvelle orientation plus axée sur les besoins et les objectifs du monde en développement comme un tout, car ce n'est qu'ainsi que les pays de l'OPEP pourront conserver le soutien des autres pays en voie de développement. L'introduction de conceptions nouvelles et les déplacements dans la politique de l'OPEP d'une position défensive vers une position active lui permettant de devenir une importante développement et des processus économiques mondiaux, signifieraient une nouvelle étape dans l'histoire de ce groupement. Cela aiderait à restreindre l'importance des tendances conservatrices dans l'évolution de l'OPEP et accentuerait les éléments positifs et progressistes des activités de cette influente organisation économique internationale du monde en développement.

V - L'EVOLUTION DES PRIX DU PETROLE BRUT.

Les principaux facteurs de la croissance des prix du pétrole dans les années 70 ont été, dans une grande mesure, déjà appréciés dans les chapitres précédents en liaison avec les causes de la formation et de l'évolution de la crise énergétique. Parmi ces facteurs, on distingue : l'inflation dans les pays capitalistes développés, la tension régnant dans le bilan énergétique mondial et la valeur des ressources énergétiques alternatives, la politique de conservation des ressources naturelles de certains pays, la crise du système monétaire international et la nouvelle capacité des pays de l'OPEP d'influencer la formation des prix et d'utiliser le pétrole comme instrument de pression. Déjà à la fin des années 60, les pays de l'OPEP ont manifesté leur désaccord avec les contrats, passés avec les monopoles pétroliers internationaux et dénoncé la dégradation des prix à l'exportation du pétrole brut par rapport aux prix à l'importation des produits industriels.

L'accroissement des prix du pétrole dans les années 1973-1974 est souvent considéré comme la première phase de la crise énergétique, après laquelle succédait, cependant, une baisse substantielle de la valeur réelle des revenus pétroliers. Les pays de l'OPEP ont cherché à compenser cette baisse par des augmentations répétées des prix. A la fin des années 70 arrivait la deuxième phase de la crise énergétique, qui se manifesta par une autre explosion des prix en 1979.

Evolution des prix du baril de pétrole "Arabian Light"(en \$.U.S.)

| | | | |
|---------------|---------|--------------|---------|
| Janvier 1968 | 1,80 | Janvier 1979 | 13,3390 |
| Janvier 1972 | 2,285 | Avril 1979 | 14,5460 |
| Novembre 1974 | 10,463 | Février 1980 | 26,00 |
| Octobre 1975 | 11,510 | Janvier 1981 | 32,00 |
| Janvier 1977 | 12,700 | Janvier 1982 | 34,00 |
| Janvier 1978 | 12,7038 | Janvier 1983 | 34,00 |

Sources : Jusqu'à 1980, données extraites de l'ouvrage de A. Sid-Ahmed: l'OPEP, passé, présent et perspectives, O.P.U., Alger 1980 et pour 1981 1982 1983, P.G.A., n° 333 du 1er Février 1983.

En relation avec l'évolution du prix du pétrole, il y a lieu de signaler les divergences dans les positions des pays membres de l'OPEP, qui se sont manifestées dans la moitié des années 70 dans le domaine de la politique des prix, notamment dans les points de vue sur l'étendue des ajustements des prix. C'est ainsi que des divergences évidentes apparaissent déjà au moins décembre 1976 à cause du manque de concordance des points de vue. Une année plus tard, les pays de l'OPEP n'ont pas pu se mettre d'accord sur le niveau des prix pour l'année 1978, ce qui signifiait le blocage de l'Arabian light à 12,70 dollars le baril jusqu'à la réunion de l'OPEP de décembre 1978. Au cours de cette réunion il a été décidé d'augmenter en 1979 de 10% en moyenne et en quatre étapes les prix du pétrole. Mais la tension sur le marché pétrolier n'a pas permis le respect de cette décision et la croissance accélérée des prix continuait. C'est pourquoi à la conférence extraordinaire de l'OPEP de mars 1979, les pays membres décidaient d'introduire à partir du 1er avril le prix de 14,54 dollars/baril, initialement planifié pour le quatrième trimestre de l'année. La conférence suivante, qui se teint au mois de Juin de la même année, a approuvé une autre augmentation des prix avec une entrée en vigueur à partir du 1er juillet. Cette fois-ci, il s'agissait d'une croissance de 30 à 50% avec une variation de 18 à 23,5 dollars/baril.

Dans cette période, le nouveau régime en Iran a commencé à pratiquer une nouvelle politique d'exploitation et d'exportation du pétrole, dont le résultat a été une réduction de 50% des quantités antérieures, pendant que la demande et la consommation des pays capitalistes développés n'ont pas, elles, beaucoup changé. La consommation et l'importation continuaient à augmenter sans tenir compte des accords sur la limitation de la consommation et de l'importation, auxquelles se sont engagés les représentants de ces Etats lors des négociations, qui devaient mener à la régulation du marché pétrolier et à la stabilisation des prix. L'année 1979 apporte donc un approfondissement de la labilité du marché mondial du pétrole et une recrudescence des situation conflictuelles. La plupart des pays de l'OPEP demandait, en décembre 1979, une autre augmentation substantielle des prix. Aucun accord, cependant, ne s'est réalisé et les différents pays commençaient à déterminer les prix selon leur propre considération, de 24 \$ pour un baril (Arabie Saoudite) jusqu'à 32 \$ (Algérie et Libye). En janvier et février 1980, une vague d'enchérissement

éclatait et certains pays vendaient à 35 \$ presque le baril. La conférence de l'OPEP de Juillet 1980 ramena le prix de base à 32\$ le baril avec une majoration de qualité et de position géographique ne dépassant pas 5 \$ le baril.

Les divergences sur la question des prix du pétrole n'ont pas été conjurées même à la fin de l'année 1980, lorsque la Conférence de l'OPEP refusa la proposition de l'Arabie Saoudite de geler les prix et décida de les augmenter de 10%. L'Arabie Saoudite persista sur le prix de 32\$ le baril et les autres pays passèrent en 1981 à une moyenne de prix de base de 36\$. Cet état dura jusqu'à la fin de l'année, mais lors des Conférences tenus dans la deuxième moitié de 1981, les pays de l'OPEP parvenaient à un accord sur la détermination d'un prix commun de 34 \$ le baril d'un pétrole de base et à la diminution du niveau des différentiels de qualité et de position. Ils décidèrent également que cette structure du prix restera en place jusqu'à la fin de 1982.

Il serait intéressant de savoir en quoi consistent les bases des prix relativement élevés du pétrole régulés par les pays de l'OPEP dans les années 70. S'agit-il des prix artificiellement élevés ou bien des prix reflétant une catégorie économique objective, Nous sommes d'avis, quand à nous, que les prix du pétrole ont une base économique réelle. Lors de la détermination des prix, les pays de l'OPEP ne rompent pas avec le marché capitaliste mondial, subordonnent leur activité aux lois de ce marché et ajustent les prix en égard à la relation entre la demande et l'offre.

Du point de vue politico-économique se manifeste, dans l'évolution des prix du pétrole, la lutte pour la répartition et l'appropriation de la rente pétrolière découlant du surplus pétrolier. L'industrie d'extraction est une branche industrielle rentière où l'action de la loi de la valeur est influencée par la limitation et la qualité des ressources naturelles, par leur position géographique par rapport aux centres de consommation et ainsi de suite. C'est ainsi que, ici, à côté du profit moyen sur le capital investi, se crée encore un revenu supplémentaire (surprofit) formant la base matérielle

de la rente agricole (7).

La conséquence des événements et de l'évolution des années 70 a été le fait que se sont les coûts d'exploitation du pétrole dans les conditions les plus difficiles (en Alaska et en Mer du Nord) qui ont prévalu dans le processus de formation des prix de ce pétrole sur le marché mondial capitaliste. C'est ainsi que les pays pétroliers ayant les conditions de production les plus avantageuses, principalement au Moyen-Orient, avaient la possibilité d'obtenir, à travers les prix du pétrole, un volume important de la rente minière. Aussi, on peut soutenir que le système des prix des pays de l'OPEP s'appuie sur une base économique solide. Dans cette base économique objective de la tendance à la hausse des prix du pétrole entrent aussi les considérations sur les coûts de production des sources énergétiques alternatives et sur la protection de l'environnement. Naturellement, en même temps, se font prévaloir également quelques influences extra-économiques.

Le fait que les pays pétroliers prennent en considération, lors de la fixation des prix, aussi bien les coûts d'exploitation du pétrole dans les conditions les plus difficiles que la valeur de production la plus élevée des sources énergétiques alternatives est aujourd'hui admis par l'opinion public international.

Dès lors, la problématique de la détermination des prix du pétrole est un droit légal des pays producteurs. Aussi, il est nécessaire pour ces pays de mettre en place un système de prix le plus rationnel et une méthode convenable reflétant les divers facteurs influençant la structure des prix. Lors de la mise en place du système de prix, il y a lieu de prendre en considération les facteurs suivants:

(7) "Partout où existe une rente, la rente différentielle s'établit de la même manière et suit les mêmes lois que la rente différentielle agricole. Partout où des forces naturelles peuvent être monopolisées et assurer un surprofit à l'industriel qui les exploite, - qu'il s'agisse de chutes d'eau, de mines riches en minerais, d'eaux poissonneuses ou d'un terrain à bâtir bien situé -, ce surprofit est enlevé sous forme de rente au capital en fonction par celui dont un titre de propriété sur une parcelle du globe a fait le propriétaire de ces richesses naturelles".
("C.F.K. MARX : Le capital, livre 3, éd; sociales, Paris 9176, P.703.

1) La question des coûts de production dans l'industrie pétrolière mondiale comme un tout et leur changement à l'intérieure de cette industrie. Les profits et les chiffres d'affaires à chaque stade de l'industrie y compris les taxes que les Etats des pays consommateurs des produits pétroliers prélèvent lors de la commercialisation de ces produits;

2) Les prix du pétrole doivent être liés à la position actuelle et future des autres sources d'énergie qui peuvent remplacer ou être remplacées par le pétrole;

3) Lors de la fixation des prix du pétrole, il faut prendre en considération la tendance de l'inflation dans le monde ;

4) Etablir un système de programmation du niveau de la production du pétrole afin d'assurer la rationalisation de celle-ci. Un tel système assurera un rapport satisfaisant entre l'offre et la demande en égard à la préservation des réserves pétrolières.

En plus de ces factures, il est également nécessaire de prendre en considération que le pétrole doit être évalué d'un tel point de vue que, en tant que ressource naturelle, il est épuisable.

VI - LES PERSPECTIVES DE L'EVOLUTION DE LA SITUATION
ENERGETIQUE GLOBALE

Les changements dans le domaine énergétique ont apporté aux pays capitalistes de nouveaux risques pour la position dans la division internationale du travail, ce qui les conduit à chercher des issues réelles et des procédés d'adaptation. C'est ainsi que dans les pays occidentaux ont été publiées non seulement des études partielles, des réflexions, mais aussi des perspectives à long terme, élaborées par des équipes d'experts dans lesquelles se reflète l'effort d'un diagnostic réaliste sur les problèmes énergétique et sur le contexte technique et économique-politique. Même si elles ne révèlent pas les procès profonds et les causes réelles de la déformation des structures énergétiques, elles représentent une analyse utile pour un éclaircissement de nombre d'aspects et de tendances de la situation énergétique et pour une confrontation des opinions sur la résolution des problèmes énergétiques.

Dans ce chapitre, nous allons essayer sommairement de généraliser ces tentatives prévisionnelles, comme aussi les résultats des principales perspectives énergétiques accessibles, publiées depuis la deuxième moitié des années 70.

La complexité du problème énergétique, ses aspects économiques, politiques et sociaux soulignent les différentes dans les appréciations aussi bien de l'état actuel que des perspectives de l'approvisionnement du monde capitaliste en énergie. Au début des années 70 apparaissaient dans nombre d'études des approches pessimistes concernant l'approvisionnement futur en énergie. Le résultat en a été des appels directs ou indirects à la limitation de la consommation énergétique. Ce courant a été notamment caractéristique pour le premier travail du club de Rome (8). Il est cependant nécessaire de reconnaître que de telles approches alarmistes n'étaient pas générales et que se présentaient aussi des critiques de la conception "croissance zéro", doutant de la justesse des conclusions sur l'épuisement des ressources naturelles énergétiques non renouvelables(9).

(8) C.F. : D. MEADOWS : The limits to growth, a report for the club of Rome.

(9) C.F. : World Bank Report on the limits of growth, Washington, IBRD 1972.

Une certaine réponse aux idées pessimistes sur la limitation des ressources a été l'évaluation raisonnable des questions d'approvisionnement de l'humanité en combustible et en matière premières. Certes, des avis relativement optimistes se manifestaient, mais la grande majorité des auteurs commence à reconnaître que le problème des ressources naturelles prend de l'importance et sa résolution demandera un complexe de mesures à long terme dans le domaine de l'utilisation et de la production de l'énergie et des matières naturelles. Aujourd'hui la plupart des études faites dans les pays capitalistes ne s'occupent même pas de la perspective de l'insuffisance physique de leurs propres ressources énergétiques comme plutôt de la projection de l'évolution et des procédés de couvrir la demande mondiale d'énergie et de la question de l'accroissement des coûts d'exploitation des matières premières (10).

Les nombreuses projections et prévisions de la demande d'énergie, réalisées dans le monde capitaliste au cours des années 70, ont été en général dépassées par la situation réelle.

La grande majorité devaient être, avec le temps, revues et corrigées. L'approche méthodique de ces prévisions est en général basée sur les estimations des ressources énergétiques propres des pays concernés, des régions ou des continents, sur le besoin d'importation et sur la demande en pétrole des pays de l'OPEP. En principe il est possible de différencier, en relation avec la période de leur élaboration, cinq catégories d'études portant sur l'énergie.

La première catégorie est représentée par les études élaborées avant l'année 1974, lesquelles en général n'ont pas compté avec l'acuité de la crise énergétique; la deuxième, de 1974 jusqu'à 1976, reflétait déjà la croissance soudaine des prix du pétrole

(10) La croissance à long terme des coûts de production de l'énergie représente un des principaux sujets de recherche réalisé, à l'initiative du Secrétariat de l'ONU, par un groupe d'experts ayant à leur tête W. LEONTIEF. Voir W. LEONTIEF et col: the futur of the world economy, New York 1977.

ainsi que l'affaiblissement de la dynamique de la croissance économique des pays capitalistes développés; la troisième catégorie, des années 1977-1978, retenait un certain relâchement sur le marché pétrolier dans la période 1975-1978; la quatrième réagissait, dans les années 1979-1980, à la situation en Iran ayant pour conséquence une tension sur les marchés des énergies. Et, enfin, la cinquième catégorie exprime les nouveaux phénomènes et la spécificité de l'évolution de la situation énergétique dans les années 1980-1981, se caractérisant par une répétition du relâchement du marché pétrolier mondial, par une grande économie dans la consommation pétrolière et par une certaine intensification du développement des ressources énergétiques alternatives..

Dans la suite de ce chapitre, nous allons consacrer notre attention aux principaux résultats des perspectives de l'évolution de la situation énergétique jusqu'à la fin des années 90. Pour le faire, nous partons de la comparaison de trois principales études élaborées à la fin des années 70 dans les pays capitalistes, confrontées avec les conclusions des prévisions à moyen terme de la Banque mondiale (l'énergie dans les pays en voie de développement) publiées en 1980 ainsi qu'avec les résultats des recherches sur l'énergie de l'institut internationale pour l'analyse des systèmes appliqués (IIASA) De cette comparaison, il en résulte que dans le principe de l'évaluation des perspectives énergétiques mondiales, ces prévisions relativement s'accordent, et ce malgré la différence dans les méthodes d'approches et dans la profondeur de l'analyse. C'est ainsi que dans l'évolution prévisionnelle jusqu'à l'an 2000, on ne constate aucune thèse inverse qui aurait pu rendre impossible les déductions des notions générales et des tendances supposées. Voici tout d'abord quelques remarques pour la caractéristique de ces prévisions.

Jusqu'ici la prévision la plus vaste de la situation énergétique dans le système capitaliste mondial se trouve dans un livre publié en 1977 sous le titre : "l'énergie : perspectives globales de 1985 à 2000", connu sous l'appellation de "Rapport de WAES"(11). Il

(11) Energy-Global Prospects 1985-2000, report of the workshop on Alternative Energy Strategies, New York 1977.

s'agit d'une étude complexe qui prend en considération l'évolution de toutes les principales sources énergétiques primaires (pétrole, gaz naturel, charbon, énergie nucléaire, autres combustibles fossiles et sources énergétiques renouvelables). Ont participé à son élaboration des experts provenant des pays capitalistes et de quelques pays en voie de développement. La méthode utilisée a été celle des scénarios retenant l'évolution dans les années 1975 à 1985 et 1985 à 2000. Pour la période 1985 à 2000, on a souligné avant tout l'évolution des prix (prix constant ou bien accroissement de 50%), le rythme de la croissance économique (3% ou 5%, l'étendue des interventions des Etats dans la sphère de l'énergie, l'évolution dans le domaine du pétrole (découverte, technique d'exploitation et limites de la production) et les principales alternatives de substitution du pétrole (charbon ou énergie nucléaire). Le but de l'étude a été d'offrir une certaine description cohérente du système énergétique du monde capitaliste, l'estimation des tendances probables de son évolution et des propositions de mesures d'adaptation.

L'évolution de la situation énergétique mondiale est aussi prise en considération par l'étude INTER-FUTURES (12) où, cependant le problème de l'énergie est seulement analysé avant tout du point de vue des limites physiques à la croissance et des aspects d'interdépendance. L'équipe d'auteurs, composée d'experts de plusieurs pays a, ici, utilisé les fondements de l'étude de WAES, IIASA et les prévisions de l'étude de H. KHAN. Elle présente également son propre scénario en volume et en structure des réserves exploitables des ressources d'énergie primaire en l'an 2000 selon les principales régions du monde, en prenant en considération également la consommation énergétique dans les pays socialistes. Dans les conclusions générales, on peut constater une relative concordance des projections de INTER-FUTURES et WAES.

(12) INTER-FUTURES : Facing the future, PARIS, OCDE 1979.

Le domaine de l'énergie est également étudié par l'étude "Global 2.000 "(13). Cette étude, élaborée dans les années 1977-78 par les agences gouvernementales des U.S.A. à l'intention du Président CARTER, traite du problème de l'énergie dans le contexte de la formation de relations entre la croissance démographique, les ressources mondiales et la pollution de l'environnement. Des prévisions en question, elle se différencie en ce que les projections énergétique ne dépassent pas en général l'année 1990. Cette courte vue dans le temps est motivée par la grande incertitude qui, jusqu'ici, règne dans l'appréciation des procédés de surmonter la dépendance du monde entier envers le pétrole.

Des perspectives énergétiques sont aussi élaborées par l'Institut International pour l'Analyse des Systèmes Appliquées (IIASA) avec la participation d'experts des pays capitalistes, socialistes et en voie de développement. L'IIASA a commencé à publier les résultats partiels des recherches depuis 1978. L'étude complète a été présentée à la fin de l'année 1979 à la conférence internationale sur le système d'analyse énergétique et publiée en 1980, après adaptation. A la différence de la majorité des prévisions énergétiques, l'étude IIASA traite des perspectives énergétiques globales jusqu'à l'an 2020. Les auteurs partent des besoins en énergie, des possibilités d'approvisionnement et des effets économiques. A cet effet, le monde est divisé en sept régions (avec différentes structures de consommation, différents niveaux d'industrialisation et différentes structures sociales) sur lesquelles ont été séparément appliqués des modèles mathématiques. Deux scénarios (fort et faible) qui contiennent les principales suppositions de l'évolution démographique et de la production sociale ont été élaborés. Le but de ce travail est de présenter une idée sur les principaux contours de la demande d'énergie dans le prochain demi-siècle, sur les possibilités de la satisfaction de cette demande et sur les actions économique-politiques nécessaires.

(13) The Global 2000, Report to the president, WASHINGTON, 1981

(14) IIASA - World Regional Energy Modelling, WIEN 1980.

De la comparaison des prévisions de ces études, il est possible de dégager quelques conclusions générales communes ainsi que des remarques sur l'évolution des principales parties du problème énergétique mondial pendant la période de la fin des années 70 à l'an 2000. Ces conclusions et remarques sont les suivantes :

1) Même si les programmes de mesures d'économie et de basse croissance de la consommation d'énergie seront réalisés, les besoins mondiaux en ressources énergétiques augmenteront. Ils devront se multiplier par deux d'ici à la fin du siècle ;

2) La satisfaction des besoins énergétiques futures ne se heurte pas à la barrière des limites physiques des ressources énergétiques. De plus, on ne prévoit pas, même à long terme, d'insuffisance globale d'énergie qui pourrait mener à des changements précipités dans la vie de l'humanité;

3) l'harmonie de la dimension globale des besoins énergétiques peut être cependant saisie que comme tendance à long terme, qui n'exclue pas l'apparition de problèmes critiques dans le domaine des différentes sources énergétiques et dans des pays déterminés;

4) ces problèmes seront, pour la plupart, de caractère structurel et peuvent apparaître notamment à la suite :

- des différences entre la structure de la demande et de l'offre des différentes formes d'énergie,

- des discordances dans la répartition des ressources naturelles d'énergie et des forces productives et de la dépendance de nombreux pays des importations de l'énergie de l'étranger :

- des obstacles techniques et géologiques empêchant un développement rapide de la capacité de production d'énergie pour l'ajuster aux besoins,

- de la spécificité du mécanisme de la distribution et de l'usage des sources énergétiques dans l'économie mondiale;

5) les aspects globaux et structurels du problème énergétique conduiront, dans leurs conséquences, à de changements substantiels des prix réels d'énergie, dont l'étendue de la hausse prévue est de 50% pour WAES à 150 % pour Global 2000. Un rythme de croissance relativement plus rapide est en général attendu des prix du pétrole :

6) la base de toutes les difficultés et déséquilibres énergétiques futures réside dans la production du pétrole. La stabilisation et probablement la baisse progressive de cette production sont prévues pour la fin de ce siècle. Les estimations maximales se trouvent, le plus souvent, dans la période 1985-1995. Seules les prévisions de IIASA indiquent un accroissement permanent du volume absolu de la production pétrolière jusqu'à l'an 2030;

7) à cause de beaucoup de facteurs d'ordre économique, technique et écologique, le pétrole restera cependant la principale source d'énergie jusqu'à l'an 2000, il devrait assurer 34 à 45% de la consommation totale d'énergie primaire. Dans cet ordre, la capacité de production de pétrole augmentera plus lentement que la demande et il n'est pas probable que la demande potentielle de pétrole pourrait être satisfaite par les ressources pétrolières conventionnelles. Ainsi, il y a lieu, à long terme, de s'attendre à des tensions sur le marché mondial du pétrole et à d'autres hausses des prix de cette matière ;

8) le problème de l'approvisionnement continu en pétrole résulte aussi de la considérable concentration des réserves prouvées et de la production dans les pays de l'OPEP, qui sont privés de stimulants économiques efficaces pour augmenter ultérieurement la production. Néanmoins, les pays de l'OPEP resteront la principale région productrice. Leur part dans la production pétrolière dans le monde capitaliste est estimée entre 55 et 70% par WEAS, 35% par INTERFUTURES. Selon ces deux études, la part des pays de l'OPEP dans le commerce mondial augmentera ;

9) le passage du système énergétique actuel, édifié sur le pétrole, au système énergétiques futur apparait comme un problème critique. La croissance de la demande en énergie devra être, dans une grande mesure, satisfaite par le développement d'autres sources d'énergie, dont avant tout le charbon, l'énergie nucléaire et le gaz naturel,

10) toutes les études prévisionnelles s'accordent pour souligner l'importance du charbon, de l'énergie nucléaire et du gaz naturel pour l'équilibre du bilan énergétique mondial. Les différences résident dans l'appréciation de leurs parts relatives. En général, on met à la première place le charbon dont la part dans la consommation d'énergie primaire devra tourner autour de 1/4 en l'an 2000. Une exception à cette unanimité est représentée par l'étude de WAES dans laquelle la part du charbon est estimée entre 13 et 17% et celle de l'énergie nucléaire entre 13 et 24%. L'importance du charbon à long terme n'est pas sous estimée, mais des réserves sont émises quant aux possibilités de sa large utilisation jusqu'à l'an 2000 et même on présume de son relatif surplus. IIASA donne en deuxième position l'énergie nucléaire avec une part de 18% devant le gaz naturel avec 14-15% (WAES 13-14%). INTERFUTURES classe le gaz naturel devant l'énergie nucléaire (16% contre 13%). De même également Global 2000, où l'estimation des proches perspectives de l'énergie nucléaire est relativement septique;

11) on ne prévoit pas que les autres combustibles fossiles et les sources d'énergie renouvelables (excepté l'énergie hydraulique) puissent, au niveau global, jusqu'à la fin de ce siècle, contribuer par un volume important d'énergie supplémentaire, bien qu'ils pourront probablement avoir une certaine importance dans certaines régions du monde. L'estimation de la part de l'énergie hydraulique dans la consommation énergétique totale tourne autour de 3 à 6% et pour les autres formes d'énergie de 1 à 3% ;

12) toutes les prévisions attirent l'attention sur la différence dans le caractère et la profondeur des problèmes que l'évolution de la situation énergétique globale posent aux principales régions du monde. Les plus pesants accablent les pays en voie de

développement non producteurs de pétrole où il est prévu une croissance dynamique des besoins énergétiques à la suite d'un accroissement relativement rapide de la population, de l'urbanisation, de l'industrialisation et du recul des formes traditionnelles propres d'énergie devant l'énergie commerciales. Pendant que dans les pays capitalistes développés la consommation d'énergie devra s'accroître de moins de deux fois, dans les pays en voie de développement elle augmentera de 4 à 7 fois (WAES et INTERFUTURES). IIASA prévoit la même tendance jusqu'à l'an 2000 ;

13) pendant que ~~les res~~ ressources mondiales d'énergie non renouvelables sont, en volume , estimées suffisantes pour une longue période et, dans une certaine mesure, également élastiques en ce qui concerne les prix et le progrès scientifico-technique, dans le cas du bois les prévisions sont prévenantes. En effet, selon INTERFUTURES dans certaines régions du monde en développement, le bois couvre presque 28% de la consommation totale d'énergie. C'est ainsi que la production de bois pour les besoins énergétiques s'accroît rapidement et provoque des effets négatifs sur l'environnement.

36

TABLEAU COMPARATIF DE QUELQUES SUPPOSITIONS
ET CONCLUSIONS DES PREVISION ENERGETIQUES
GLOBALES

| | WAES AN 2000 | INTERFUTURES AN 2000 | GLOBAL 2000 ANNEE 1990 | I.I.A.S.A AN 2000 |
|--|-----------------|-------------------------|---------------------------|----------------------|
| Croissance de la consommation d'énergie (%) | 100-150 | 130-160 | 58 | 66-105 |
| <u>Part des sources d'énergie</u> <u>Primaire dans la consomma-</u> <u>tion totale d'énergie (%)</u> | | | | |
| - Pétrole | 46 | 41 | 46 | 35-36 |
| - Charbon | 13-17 | 22 | 20 | 25-26 |
| - Gaz naturel | 13-14 | 16 | 19 | 14-15 |
| - Energie nucléaire | 13-24 | 13 | 16 | 18 |
| - Energie hydraulique | 6 | 5 | - | 3-4 |
| - Autres | 1-2 | 3 | - | 3 |
| <u>Croissance des prix réels</u> <u>d'énergie (%)</u> | 50 | 100 | 150 | 100-200 |
| Limite dans le temps de la production maximale de pétrole (année) | 1985/1995 | 1990/2000 | 1990/2000 | - |
| Croissance des besoins en énergie primaire (%) | | | | |
| - Pays développés | - | 100 | - | 100-200 |
| - Pays en voie de dévelop- pement | 200-300 | 400-500 | - | 500-900 |

Sources : Les études citées.

Ce tableau comprend les quatre prévisions, dont deux se rapportent à l'an 2000 (WAES et INTERFUTURES). Une autre, IIASA, va jusqu'à l'an 2030, mais comprenant aussi des données se rapportant à l'an 2000; et la dernière, GLOBAL 2000, traite des prévisions énergétique jusqu'à la fin du siècle, mais l'évolution dans le domaine de l'énergie est, pour la plupart, donnée jusqu'à 1990. Les prévisions de WAES concernent seulement le système capitaliste mondial, sans les pays socialistes.

Les études prévisionnelles mentionnées ne donnent pas une ligne de conduite bien arrêtée ou une stratégie pour résoudre les difficultés énergétiques en question. Néanmoins, elles recommandent quelques approches, attirent respectivement l'attention sur les possibilités de les solutionner (surtout WAES et, dans une moindre mesure, INTERFUTURES). En principe, elles partent du même point de vue, à savoir : assurer une plus grande part des augmentations de la consommation énergétique par d'autres sources que celle du pétrole et ajuster l'économie aux hausses des prix de l'énergie. En égard à la délicatesse de la situation dans l'approvisionnement en matière de pétrole et aux difficultés liées au passage à d'autres formes d'énergie, les questions de gestion rationnelle du potentiel énergétique existant, de limitation de la consommation énergétique, de réduction de l'exigence en énergie de la production et de développement intensif du progrès scientifico-technique menant vers la reconstruction de la base matériel-technique des procès de reproduction sur une base moins exigeante en matière de consommation d'énergie se trouvent dans des dimensions nouvelles. Comme principales tâches à long terme dans le domaine de l'énergie sont en général désignées :

- les mesures d'économie dans la consommation pétrolière;
- l'élargissement de l'utilisation du charbon ;
- le développement de la sûreté de l'énergie nucléaire;
- la production de combustibles synthétiques et la préparation des conditions pour mettre à profit les sources d'énergie renouvelables (notamment l'énergie solaire, hydraulique, éolienne et géothermique). Tous les pays devraient expressivement s'adapter à la politique économique et à la stratégie de l'évolution des priorités énergétiques. Dans le domaine du pétrole, par exemple, WAES recommande :

a) La limitation de l'utilisation du pétrole (et du gaz naturel) pour la production de l'énergie électrique et son remplacement par l'énergie nucléaire et le charbon ;

b) L'exclusion du pétrole des secteurs domestique et industriel, afin qu'il soit réservé pour les besoins dans les transports et la pétrochimie.

Les prévisions soulignent l'importance de la conservation, à tous égards, de l'énergie. D'autant plus que dans la projection entrent également des éléments d'incertitudes et les prévisions peuvent être dépassées par des transformations imprévues ou par l'apparition de nouveaux problèmes. La remarque la plus importante est la confirmation univoque, du rôle du charbon pour assurer à long terme les besoins énergétiques et l'accentuation de l'énergie nucléaire comme seule nouvelle source énergétique primaire qui a jusqu'à la fin du siècle, une importance pratique.

Le point important qu'accentuent également les prévisions est celui du temps qui pourrait provoquer des tensions inattendues dans le bilan énergétique mondial. WAES met en garde contre les hésitations et lance des exhortations pour que, dès maintenant, soit entamé le changement de l'actuel système énergétique où domine entièrement le pétrole. Les alternatives énergétiques exigent 5 à 15 ans pour se développer et la nécessité de remplacer le pétrole s'accroît rapidement ces derniers temps. Selon les auteurs le principal danger qui guette la situation énergétique mondiale consiste en ce que celle-ci peut devenir critique plus tôt que prévu. Ils font remarquer que les pouvoirs publics des pays capitalistes et les entrepreneurs concentrent leur forces seulement dans un horizon de temps relativement court (5 à 10 ans), où le futur énergétique n'apparaît pas aussi grave.

Aussi, le principal problème réside en ce que le monde est placé devant une tâche des plus urgentes : il doit sans délai trouver une issue heureuse à la situation compliquée dans laquelle se trouve l'approvisionnement énergétique mondial qu'a créé la structure existante des sources énergétiques primaires, dont les plus utilisées et les plus préférées s'épuisent rapidement.

Aujourd'hui le problème de l'énergie concerne sans aucun doute tous les pays, car il apporte de nouveaux facteurs :

- 1) dans la conception du développement de la base énergétique;
- 2) dans le domaine de la formation des prix;
- 3) dans l'utilisation économique de l'énergie; et
- 4) dans la formation des relations économiques extérieures

Les prévisions énergétiques globales, dont il est question ici, s'efforcent de saisir les tendances **perspectives générales** de la situation énergétique et offrent un point de départ pour une réflexion sur l'évolution ultérieure de la crise énergétique. Cependant ces prévisions sont pour la plupart statiques, ne prennent pas en considération les aspects concurrentiels des différentes formes d'énergie et ne prêtent pas attention aux conséquences de la croissance des prix des sources énergétiques sur la situation financière des différents régions et groupes de pays. C'est pourquoi leurs conclusions sont à interpréter avec circonspection.

VII - LA SITUATION ENERGETIQUE DES P.V.D.

- PROBLEMES ET TENDANCES -

On sait que dans les pays en voie de développement vit plus de 75% de la population mondiale, cependant que ces pays ne consomment annuellement que la moitié de l'énergie commerciale⁽¹⁵⁾ qu'utilisent les Etats-Unis, auxquels n'échoit que 5,5% de la population mondiale. La disparité dans la consommation d'énergie se manifeste encore plus expressivement au niveau de la répartition par habitant. C'est ainsi qu'en 1979, la consommation moyenne d'énergie commerciale par habitant dans les pays en voie de développement s'élevait à 780 kilos d'équivalent charbon, tandis que dans les pays développés elle était de 7,892 kilos.

Dans le cadre du monde en développement, ce sont les habitants des zones rurales qui enregistrent la consommation la plus basse. Ils contribuent pour presque 70% de la totalité de la population des pays en voie de développement, mais consomment moins de 15% de l'énergie commerciale utilisée dans ses pays.

Une grande partie des besoins en énergie des zones rurales est couverte par des sources non commerciales. Par exemple en Afrique, la part de l'énergie non commerciale représentait, en 1975, 67% de la consommation totale d'énergie primaire. Dans tous les pays en voie de développement, cette part est estimée à 34 % (1,4% dans les pays développés); dans quelques pays (Mali, Tanzanie, Népal, Ethiopie et Haiti) elle dépassait 90% ⁽¹⁶⁾. Selon la Banque mondiale, pour presque 2 milliards de personnes dans les pays en voie de développement, les problèmes d'énergie se mesurent aux temps qu'il faut chaque jour pour chercher le bois nécessaire à la cuisson des aliments. Et d'ajouter "dans une grande partie du monde en développement, la véritable crise de l'énergie,

(15) Sont considérées comme sources d'énergie commerciale le pétrole brut, le gaz, le charbon, l'électricité. Les sources non commerciales (quelquefois appelées traditionnelles) sont principalement représentées par le bois, les déchets agricoles et animale. Cependant la différenciation des sources non commerciales perd de son importance, car la plupart de ces sources sont aujourd'hui commercialisées. Par exemple: les prix du bois augmentent dans beaucoup de pays presque du même rythme que les énergies commerciales.

(16) C.F.: Rapport sur le développement dans le monde, Banque mondiale, Washington 1981, p. 47.

c'est la raréfaction des combustibles traditionnels "(17).

Au sein du monde en développement, un nombre important de pays non producteurs de pétrole (importateurs de pétrole) se trouvent dans une situation énergétique des plus compliquées, car ils auront besoin dans les décennies à venir à importer un volume plus grand d'énergie. L'adaptation de ces pays aux facteurs énergétiques déterminés par les changements des conditions extérieures sera difficile. Leur espace de manoeuvre est limité par l'insuffisance sensible de capitaux, par le retard technologique et par l'intégration inégale dans la division internationale capitaliste du travail.

La part des pays en voie de développement non producteurs de pétrole dans la population mondiale s'élève à environ 50%, cependant que leur consommation d'énergie commerciale est estimée à 10 % seulement et leur part dans la production de cette énergie à 7% en gros. Jusqu'ici le pétrole couvre presque 60% de leur consommation en énergie commerciale, dont 83% de cette quantité consommée est importée(18). On estime que presque 28% de la consommation totale d'énergie de ces pays sont jusqu'ici couverts par le bois. L'intensification de l'exploitation du bois, à cause de l'insuffisance des autres sources d'énergie, conduit vers un rythme élevé de diminution des forêts avec tous les effets défavorables qui s'en suivent.

A des exceptions près, les pays en voie de développement sont en phase de début d'industrialisation et s'efforcent d'en accélérer le déroulement. Cette étape du développement économique est en relation avec une exigence énergétique relativement élevée, un accroissement démographique très fort, une urbanisation rapide et avec un recul des formes d'énergie traditionnelle devant l'énergie commerciale. Une plus grande part du pétrole importé, en liaison avec l'accroissement de ses prix, et des rythmes de croissance des besoins en énergie relativement rapides que dans les pays capitalistes développés (19) représentent pour les pays en voie de

(17) C.F. : Rapport sur le développement dans le monde 1981, op.cit. p.47.

(18) C.F. : A. Lambertini : les perspectives de l'énergie mondiale et le monde en développement, finances et développement n°4, 1979.

(19) C.F. : INTERFUTURES , op., cit.

développement non producteurs de pétrole un problème très brûlant. Les prévisions élaborées montrent que le monde capitaliste devra à la fin du siècle lutter non seulement contre les difficultés critiques du passage d'une source d'énergie à une autre, mais particulièrement contre les difficultés d'approvisionnement en énergie des pays en voie de développement, comme le prévoient les tableaux suivants :

BALANCE DE L'ENERGIE COMMERCIALE PRIMAIRE 1976-1990(20)
(en millions de barils d'équivalent pétrole par jour)

| | 1 9 7 6 | | 1 9 9 0 | |
|--------------------------------|------------|--------------|------------|--------------|
| | Production | Consommation | Production | Consommation |
| Pays en développement | 26,5 | 16,8 | 51,5 | 38,4 |
| dont : Pays de l'OPEP. | 33,0 | 3,1 | 49,0 | 7,7 |
| P.V.D. importateurs de pétrole | 6,5 | 12,6 | 18,5 | 28,5 |
| Pays capitalistes | 46,5 | 69,8 | 70,7 | 109,7 |
| Pays socialistes | 37,9 | 34,4 | 66,7 | 64,3 |
| Autres | - | 5,3 | - | 7,0 |
| Total mondial | 127,0 | 127,1 | 214,2 | 221,7 |

Source : Finances et Développement, n°4, 1979, p. 19.

(20) L'énergie primaire se rapporte ici au ~~charbon~~ carbon, à la lignite, au pétrole brut, au gaz naturel, au gaz naturel liquéfié, à l'hydroélectricité et à l'électricité nucléaire.

BALANCE ENERGETIQUE EN ENERGIE PRIMAIRE

1976 - 1990

(en millions de barils d'équivalents pétrole par jour)

| | P.V.D. importateurs de pétrole | | P.V.D. Exportateur de pétrole | | Tous les P.V.D. | |
|--|--------------------------------|------|-------------------------------|-------|-----------------|-------|
| | 1976 | 1990 | 1976 | 1990 | 1976 | 1990 |
| <u>Production dont:</u> | 6,5 | 18,5 | 20,0 | 32,8 | 26,5 | 51,3 |
| Pétrole | 1,2 | 3,8 | 18,3 | 23,8 | 19,5 | 27,6 |
| Gaz | 0,4 | 1,2 | 1,4 | 7,4 | 1,8 | 8,6 |
| Charbon | 3,5 | 8,0 | 0,1 | 0,4 | 3,6 | 8,4 |
| Electricité primaire | 1,4 | 5,5 | 0,2 | 1,2 | 1,6 | 6,7 |
| (dont nucléaire) | 0,1 | 2,0 | 0,1 | 0,4 | 0,1 | 2,4 |
| <u>Consommation dont:</u> | 12,6 | 28,5 | 4,2 | 9,9 | 16,8 | 38,4 |
| Pétrole | 7,2 | 14,6 | 2,8 | 5,9 | 10,0 | 20,5 |
| Gaz | 0,4 | 1,2 | 1,0 | 2,3 | 1,4 | 3,5 |
| Charbon | 3,6 | 7,2 | 0,2 | 0,5 | 3,8 | 7,7 |
| Electricité primaire | 1,4 | 5,5 | 0,2 | 1,2 | 1,6 | 6,7 |
| Importations, exportations) nettes dont: | 6,1 | 10,0 | -15,8 | -22,9 | - 9,7 | -12,9 |
| Pétrole | 6,0 | 10,8 | -15,5 | -17,9 | - 9,5 | - 7,1 |
| Gaz | - | - | - 0,4 | - 5,1 | - 0,4 | - 5,1 |
| Charbon | 0,1 | 0,8 | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 0,7 |
| Electricité primaire | - | - | - | - | - | - |

Source : Finances et Développement n°4, 1979, p.21.

L'accessibilité et les coûts de l'énergie deviennent un facteur économique - clé du développement ultérieur des pays en voie de développement non producteurs de pétrole. Leur consommation énergétique se concentrera encore, dans les années 80 et probablement également dans les années 90, sur le pétrole, car le développement des sources alternatives est une affaire à long terme et peut à peine répondre à la croissance de tous les besoins en énergie.

La crise énergétique, en rapport avec les pays en voie de développement non producteurs de pétrole, se manifeste sous la forme de deux situations :

1) Ces pays sont touchés par la crise des ressources **énergétiques** commerciales avec les mêmes manifestations et conséquences comme dans les pays capitalistes développés;

2) Beaucoup de ces pays sont exposés plus profondément encore à la crise énergéto-écologique qui se révèle de la consommation intensive des ressources d'énergie non commerciales, notamment de la biomasse forestière. De l'intensification de l'exploitation du bois, en l'absence d'autres ressources de combustibles, provient non seulement le taux élevé de diminution des forêts, mais aussi toute une série d'effets négatifs comme l'érosion des sols, le dérèglement de l'équilibre des systèmes naturels et, notamment, l'insuffisance des bois pour les besoins industriels. C'est ainsi que l'actuelle utilisation irrationnelle de la biomasse forestière et agricole pour le chauffage et la cuisson des aliments menace **sérieusement** des zones entières dans les régions équatoriales et tropicales qui, lentement, se transforment en semi-désert et en zones mortes. La plantation des taillis ne suit pas la croissance de la consommation des combustibles de bois. Selon les estimations de la Banque mondiale, le reboisement devrait augmenter dans les pays en voie de développement de cinq fois (en Afrique de quinze fois) pour qu'il soit possible de couvrir le volume des besoins supposés de bois en l'an 2000 (21)

(21) C.F. : The Economist, n°7149, September 1980 p.97.

Il est évident que se dressent devant les pays en voie de développement importateurs de pétrole de sérieux problèmes. Ces problèmes de caractère à long terme, résident dans :

1) la recherche et le développement des ressources locales d'énergie commerciale,

2) l'élargissement et l'accroissement de l'efficacité de l'utilisation des sources énergétiques traditionnelles non commerciales et non conventionnelles,

3) l'introduction de mesures d'économie dans la consommation pétrolière,

4) l'adaptation de l'évolution en hausse des prix de l'énergie à la politique économique et à la stratégie de développement,

5) le maintien de l'équilibre écologique.

La résolution des problèmes ci-dessus réside dans la capacité de réaliser les mesures d'économie de l'énergie, de faire valoir une stratégie industrielle adéquate, d'accélérer le développement de son propre potentiel énergétique et scientifique-technique et de faire prévaloir une politique de prix rationnelle.

La difficulté de ces tâches est aggravée par le bas niveau de la consommation d'énergie par habitant des pays en voie de développer (en moyenne elle est de 14 fois environ plus basse que dans les pays développés et en électricité jusqu'à 20 fois). Par contre, en faveur des pays en voie de développement agit le fait qu'ils peuvent plus souplement adapter la structure de la consommation d'énergie aux nouvelles conditions. Le fait qu'ils ne sont pas jusqu'ici des sociétés grandes consommatrices d'énergie, ne possèdent pas une structure d'investissement industriel et énergétique fixe, leur permet de subordonner leur développement énergétique aux exigences contemporaines.

Parmi les facteurs positifs, il faut également mentionner le fait que dans le sol et sous-sol du monde en développement se trouvent encore de riches potentialités de ressources d'énergie.

RESERVES PROUVEES DE PETROLE ET DE GAZ NATUREL EN 1980

(en millions de barils ou d'équivalent)

| | Pétrole | % | Gaz naturel | % |
|-------------------------------|---------|--------|-------------|--------|
| Pays capitalistes développés | 58.797 | 9,31 | 80.840 | 18,15 |
| dont : U.S.A. | 26.500 | 4,19 | 37,380 | 8,39 |
| Pays en voie de développement | 482.961 | 76,45 | 196,422 | 44,11 |
| dont:Arabie Saoudite | 166.480 | 26,35 | 16,260 | 3,65 |
| Iran | 58.000 | 9,18 | 83.250 | 18,70 |
| Pays socialistes | 90.000 | 14,24 | 168.030 | 37,74 |
| dont : U.R.S.S. | 67.000 | 10,60 | 161.740 | 36,32 |
| Total | 631.758 | 100,00 | 445.292 | 100,00 |

Source : Far Eastern Economic Review, n°41, October 2, 1981, p. 45.

Quand même existent dans les pays en voie de développement non producteurs de pétrole de riches potentialités d'énergie, ils peuvent à peine contribuer dans les années 80 à l'accroissement de la production de pétrole et de charbon. Leur production actuelle de pétrole est estimée à 2 millions de barils/jour et on estime qu'ils pourraient l'accroître jusqu'à 2,3-3,3 millions de barils/jour en 1990. A cette production contribuent actuellement 20 pays seulement. Dans 20 autres pays du pétrole est soit découvert récemment ou bien des recherches avec des promostics de découvert favorable se poursuivent, Les estimations de production de ces derniers prévoient une production de 0,7 millions de barils/jour pour 1990. Au total la production probable de pétrole dans les pays en voie de développement jusqu'ici dépendants de son importation devrait atteindre le niveau de 3,8 millions de barils/jour en 1990. Les prévisions les plus optimistes l'estiment à 4,8 Millions de barils/jour, ce qui couvrirait en moyenne moins d'un tiers des besoins journaliers projetés de ces pays.

RESERVES PROUVEES DE PETROLE ET DE GAZ NATUREL EN 1980

(en millions de barils ou d'équivalent)

| | Pétrole | % | Gaz naturel | % |
|-------------------------------|---------|--------|-------------|--------|
| Pays capitalistes développés | 58.797 | 9,31 | 80.840 | 18,15 |
| dont : U.S.A. | 26.500 | 4,19 | 37,380 | 8,39 |
| Pays en voie de développement | 482.961 | 76,45 | 196,422 | 44,11 |
| dont:Arabie Saoudite | 166.480 | 26,35 | 16,260 | 3,65 |
| Iran | 58.000 | 9,18 | 83.250 | 18,70 |
| Pays socialistes | 90.000 | 14,24 | 168.030 | 37,74 |
| dont : U.R.S.S. | 67.000 | 10,60 | 161.740 | 36,32 |
| Total | 631.758 | 100,00 | 445.292 | 100,00 |

Source : Far Eastern Economic Review, n°41, October 2, 1981, p. 45.

Quand même existent dans les pays en voie de développement non producteurs de pétrole de riches potentialités d'énergie, ils peuvent à peine contribuer dans les années 80 à l'accroissement de la production de pétrole et de charbon. Leur production actuelle de pétrole est estimée à 2 millions de barils/jour et on estime qu'ils pourraient l'accroître jusqu'à 2,3-3,3 millions de barils/jour en 1990. A cette production contribuent actuellement 20 pays seulement. Dans 20 autres pays du pétrole est soit découvert récemment ou bien des recherches avec des promostics de découverte favorables se poursuivent, Les estimations de production de ces derniers prévoient une production de 0,7 millions de barils/jour pour 1990. Au total la production probable de pétrole dans les pays en voie de développement jusqu'ici dépendants de son importation devrait atteindre le niveau de 3,8 millions de barils/jour en 1990. Les prévisions les plus optimistes l'estiment à 4,8 Millions de barils/jour, ce qui couvrirait en moyenne moins d'un tiers des besoins journaliers projetés de ces pays.

L'autre source importante d'énergie est le charbon, qui actuellement couvre moins d'un tiers des besoins énergétiques des pays en voie de développement non producteurs de pétrole. De cette quantité seule une partie insignifiante est importée. On compte que d'ici à 1990 la production connaîtra un accroissement substantiel. Mais malgré cela, on estime que le charbon ne pourrait assurer qu'un quart environ de la consommation énergétique de ces pays. La croissance relativement lente attendue de la consommation de charbon découle des coûts élevés des investissements, de la longue période pour la mise en production des mines et notamment de la complexité des recherches géologiques. Les principaux pays producteurs sont actuellement le Brésil, la Colombie, l'Inde et la Corée du Sud (en Inde le charbon représente 50% de la consommation énergétique, en Corée du Sud 70%). A la fin de la décennie devraient s'ajouter à ces pays également le Botswana, l'Indonésie, le Zimbabwe, la Thaïlande, le Swaziland et le Venezuela. Dans cinq autres pays (Égypte, Haïti, Niger, Tanzanie et Madagascar) des gisements prometteurs ont été découverts.

En ce qui concerne l'énergie nucléaire, il ne faut pas, du moins pour le proche avenir, s'attendre à sa large utilisation dans un grand nombre de pays en voie de développement. Des centrales nucléaires ont été, dans les années 70, construites seulement dans sept pays : Brésil, Argentine, Inde, Corée du Sud, Taiwan et Pakistan; en voie de réalisation; Mexique, Philippines; et au stade de préparation: Égypte et Thaïlande.

Les espérances et même les perspectives en matière de ressources énergétiques des pays en voie de développement sont le gaz naturel (sa consommation devrait plus que doubler en 1990) et l'énergie géothermique. Dans certains pays, des conditions géologiques relativement favorables existent pour l'utilisation de la chaleur que renferme la terre et la réalisation de projets concrets est prise en considération en Indonésie, au Salvador, au Kenya, au Mexique, au Nicaragua et aux Philippines.

Des prévisions contradictoires se présentent, par contre, dans les possibilités d'utilisation de l'énergie des produits et déchets agricoles. Dans ce domaine, les effets secondaires deviennent problématiques et l'exemple brésilien de transformation industrielle de la canne à sucre en alcool comme produit de remplacement de l'essence reste jusqu'ici un cas isolé.

Une importance de plus en plus grandissante est concentrée ces derniers temps sur l'utilisation de l'énergie solaire et sur l'énergie potentielle des cours d'eau. Ici on se trouve naturellement devant un procès à long terme, car la préparation du site, la construction, l'acquisition et l'installation des équipements et la mise en place de conducteurs électriques à longue distance sont exigeants en temps et en capitaux. Malgré ces difficultés, on s'attend à ce que la capacité actuelle des centrales hydroélectriques au moins doublera dans le monde en développement.

Le développement des ressources énergétiques des pays en voie de développement est sans doute une affaire techniquement et financièrement exigeante et peut difficilement être réalisée par les propres moyens de ces pays (22). Il exige la participation de spécialistes qualifiés et des techniques modernes dont ne disposent jusqu'ici, en général, que les grands monopoles pétroliers. Ces derniers sont également, aujourd'hui, un facteur de freinage de l'utilisation la plus large de ressources énergétiques dans les pays en voie de développement. Un autre facteur limitatif est aussi l'énorme endettement et l'insuffisance de capitaux.

(22) Selon les calculs de la Banque mondiale, les pays en voie de développement ont, dans les années 1966-1975, consacré à la production de l'énergie en gros 1,3% de leur PNB. Jusqu'à 1980, cette part augmenta à 2,3% et en 1990 elle devrait atteindre au moins 3,2%. Cependant, selon l'avis des experts, cette part ne comprend pas tous les investissements supplémentaires qui sont nécessaires au développement des propres ressources énergétiques de ces pays. Un tel processus demanderait un triplement de la part du PNB consacrée à l'investissement dans l'énergie pendant au moins une décennie. Approximativement sur 7 dollars destinés à l'investissement, 1 dollar, devrait être dépensé pour le développement des ressources énergétiques. C.F. à ce sujet : The Economist, n°7.149, September 1980, p.96.

Selon les estimations de la Banque mondiale, le développement, dans les années 80, de la production intérieure d'énergie des pays en voie développement importateurs de pétrole exige une dépense de plus de 50 milliards de dollars par an (à comparer avec les 20 milliards de dollars par an dans la deuxième moitié des années 70)(23).

La situation énergétique des pays en voie de développement est naturellement à différencier. Certains d'entre eux (les plus industrialisés) ont démontré la capacité de résoudre les problèmes énergétiques par leurs propres moyens et honorer leur facture pétrolière à partir des soldes actifs des balances commerciales (Corée du Sud, Singapour et Taïwan). D'autres pays comme l'Argentine, la Tunisie et la Colombie sont déjà pratiquement autosuffisants en matière d'énergie. Mais la grande majorité des pays non producteurs de pétrole subissent les problèmes énergétiques d'une manière accablante. Par contre, les pays en voie de développement exportateurs de pétrole (notamment les pays à surplus financiers de l'OPEP) ne sont pas dans une position où leur croissance économique soit menacée par les problèmes énergétiques et les conséquences de la crise se manifestent principalement dans le changement de la structure économique et sociale intérieure. La tâche qui se pose à eux est de déterminer le niveau de production le plus optimal des réserves pétrolières non renouvelables et d'élaborer une conception de stratégie de développement permettant une transition continue vers la mise en place d'une politique de développement ne reposant pas uniquement sur le pétrole.

(23) Cf. Rapport sur le développement dans le monde 1981 op.cit.p.52.

VIII - ESSAI SUR LA TENDANCE DE L'EVOLUTION ULTERIEURE DE LA
CRISE ENERGETIQUE.

Les prévisions dans le domaine de l'énergie, notamment du pétrole brut, sont extraordinairement difficiles. Les projections et les pronostics élaborés sont en général dépassés par des transformations imprévues, ou corrigés par l'apparition de nouveaux phénomènes et problèmes. Les estimations des tendances futures de production, de consommation et de prix diffèrent et ne peuvent être que conditionnées, car dans les prévisions entrent une série d'aspects changeables et différemment mesurables comme :

- a) le volume des ressources énergétiques accessibles;
- b) le niveau du rythme de croissance économique et la consommation totale d'énergie;
- c) les tendances de la politique des prix;
- d) le degré de l'élasticité prix-revenu de l'offre et de la demande ;
- e) l'importance des facteurs politiques et des barrières institutionnelles;
- f) l'influence des conditions écologiques;
- g) l'importance des investissements dans le développement des ressources alternatives et le degré de leur utilisation;
- h) la réussite des mesures d'économie d'énergie.

Cela étant, nous allons néanmoins essayé tout de même de prévoir les tendances générales de l'évolution future de la situation énergétique jusqu'à la fin du siècle.

L'évolution de la situation énergétique jusqu'à l'an 2000 dépendra dans une grande mesure de la résolution de la problématique pétrolière mondiale. Les 2-4 prochaines décennies seront une période transitoire critique au cours de laquelle le monde devra s'attendre à des tensions sur le marché pétrolier, à des risques imprévus dans les approvisionnements, à l'utilisation plus intensive des alternatives énergétiques coûteuses et en dernier lieu également à l'extension des activités parasitaires des monopoles pétroliers dans le domaine du développement d'autres ressources énergétiques. En ce qui

concerne ce dernier processus, la pénétration des monopoles pétroliers internationaux dans la sphère des ressources énergétiques non pétrolières s'est intensivement renforcée à partir de la deuxième moitié des années 70. La situation énergétique de l'économie mondiale restera délicate tant que ne diminuerait pas la part du pétrole dans l'approvisionnement énergétique, ce qui pourrait demander quelques dizaines d'années.

Même si dans le courant des années 80, les prix réels du pétrole brut pourront connaître une certaine érosion, il existe des facteurs qui, dans le cadre de la période de passage aux nouveaux systèmes énergétiques, impriment à la croissance des prix de l'énergie et avant tout à celui du pétrole une tendance à long terme, dont le faire valoir le plus intensif est, notamment prévu dans les années 90. La tendance des prévisions commune pour tous les pays est la nécessité d'adapter les économies à la hausse des prix de l'énergie et d'assurer une part plus grande des augmentations de la consommation énergétique par d'autres sources que le pétrole.

Les problèmes d'adaptation et d'approche pour résoudre les questions d'énergie dans les conditions concrètes des différents pays dépendent de l'organisation sociale, du degré de dotation des propres ressources énergétiques, de l'accessibilité aux ressources financières, du niveau des capacités scientifico-techniques et notamment de la possibilité de faire face à ce défi par une politique économique planifiée à long terme et une coopération internationale coordonnée. Il est évident que des différences sensibles apparaîtront dans le caractère et la profondeur des difficultés que la crise énergétique apporte aux principaux groupes de pays.

La situation générale de la crise énergétique sera principalement influencée par l'évolution dans les pays capitalistes développés, lesquels dominent le marché mondial de l'énergie. D'un côté, l'inexistence de régulation internationale des activités des monopoles pétroliers (énergétiques) permet le maintien et la création de nouvelles disproportions rendant impossible l'élimination des influences négatives des difficultés énergétiques sur le processus de reproduction. Cela se traduit par des rythmes de croissances plus lents,

une inflation élevée et un approfondissement général de la dépression économique. De l'autre côté, ces pays disposent d'un potentiel scientifico-technique et en capital tellement fort qu'ils pourraient perspective-
ment s'assurer les besoins énergétiques nécessaires. Ils possèdent nombre de possibilités pour élargir leurs bases énergétiques y compris le passage à une large utilisation de l'énergie atomique, du charbon, et des combustibles synthétiques. Les principaux problèmes énergétique que devront nécessairement résoudre ces pays d'ici à la fin du siècle, résident dans les mesures d'économie d'énergie, dans le développement de la sécurité de l'énergie nucléaire, dans l'utilisation la plus large du charbon et des combustibles synthétiques et plus particulièrement dans la préparation de l'utilisation de l'énergie solaire et géothermique, qui pourrait positivement influencer la situation énergétique dans la première moitié du siècle prochain.

Le problème énergétique accablera lourdement le groupe des pays en voie de développement non producteurs de pétrole (importateurs de pétrole), dont les possibilités d'adaptation sont limitées par le manque de capitaux, l'arriération technologique et par la manière de leur intégration dans la division internationale capitaliste du travail. Quelques exceptions à part, ces pays sont en phase de début d'industrialisation et cette étape du développement est en rapport avec une exigence énergétique relativement élevée, un fort accroissement démographique, une urbanisation rapide et, parfois, avec un épuisement des formes traditionnelles d'énergie. C'est ainsi que l'accessibilité et les coûts de l'énergie deviennent un facteur clé du développement ultérieur de ces pays.

La résolution des problèmes énergétiques des pays en voie de développement non producteurs de pétrole demandera de longs efforts et d'énormes moyens financiers. Le développement de la plupart des ressources d'énergie primaires, comme aussi la mise en place de certaines mesures d'économie de l'énergie, exige des dépenses importantes, ce qui implique un accroissement de la part des investissements dans la production, la distribution et la consommation de l'énergie. Ce processus est une affaire non seulement financièrement, mais aussi techniquement exigeante et il est difficile qu'il soit réalisé de façon satisfaisante par les propres moyens de ces pays.

La situation énergétique des pays en voie de développement est naturellement à différencier. Cependant, la majorité absolue d'entre-eux subit les problèmes énergétiques d'une façon accablante. La réduction de la consommation de pétrole devient une nécessité non-seulement pour le long terme, mais aussi pour le moyen terme, car de nombreux pays ne peuvent en permanence financer les grands déficits de la balance des paiements. C'est pourquoi il faut s'attendre, dans les prochains décennies, à ce que de nouvelles tendances et stratégies d'industrialisation se feront prévaloir, tendances qui prendront en considération l'enchérissement des prix de l'énergie et la nécessité d'un développement accéléré du propre potentiel énergétique des pays en voie de développement.

C'est ainsi qu'il est possible de supposer que les pays en voie de développement non producteurs de pétrole s'efforceront collectivement de trouver des moyens acceptables de résoudre leurs problèmes énergétiques et d'obtenir l'aide des pays de l'OPEP, comme partie du monde en développement, ainsi que celle de la communauté internationale. Les questions de l'accessibilité et de la répartition équitable de l'énergie dans le système capitaliste mondial occuperont la première place dans le cadre de la lutte des pays en voie de développement pour la démocratisation et la reconstruction du système des relations économiques internationales. Etant donné la globalité et l'étendu des problèmes énergétiques, leur résolution imposera de plus en plus la jonction des forces à l'échelle mondiale.

- C O N C L U S I O N -

La crise énergétique de l'économie capitaliste mondiale des années 70 a défavorablement influencé la stabilité des relations économiques internationales du capitalisme et selon le degré de dépendance vis-à-vis de l'importation de l'énergie, elle a intervenu dans les rapports des forces dans le domaine économique et a influencé l'intensité et les voies de résolution des problèmes énergétiques des différents pays. Les conséquences de la crise se reflètent dans les antagonismes entre les pays impérialistes et le monde en développement et dans l'accélération de la différenciation économique-politique des pays en voie de développement. Dans l'économie capitaliste mondiale l'énergie est devenue une importante priorité économique et stratégique, qui peut pour une longue période, décider de la force du potentiel matériel et technique des différents pays. Le problème énergétique apparaît de plus en plus comme un déterminant relativement autonome du développement économique des pays du système capitaliste ainsi que de la stratégie à long terme de leur politique économique.

Le marché pétrolier capitaliste est devenu l'épicentre des perturbations qui signale l'approfondissement de la contradiction entre la croissance de la consommation de certaines sources d'énergie et les conditions de leur production et utilisation. En égard à l'importance du pétrole comme combustible conventionnel irremplaçable pour les transports et comme matière première pour l'industrie pétrochimique, il est évident que la situation énergétique sera, jusqu'à la fin de ce siècle, influencée avant tout par des tendances déterminantes dans la sphère de la production, de la distribution et de la consommation de cette matière.

Les prévisions accessibles montrent que, du point de vue technique et économique, l'approvisionnement énergétique future de l'humanité peut être assuré et que la crainte d'une pénurie d'énergie constitue un faux problème. Le seul problème réside dans les difficultés d'adaptation et de passage des systèmes énergétiques fondés

sur le pétrole aux systèmes énergétiques des autres formes d'énergie, car ce changement dépend du niveau des capacités scientifico-techniques, de l'accès aux moyens financiers et de l'organisation des structures des différents pays.

La crise énergétique est l'expression spécifique de la - profonde crise du mécanisme régulateur monopoliste d'Etat, qui n'est pas suffisamment adapté au haut degré des processus économiques internationaux. L'inexistence d'une régulation internationale des activités des monopoles énergétiques permet que se créent et se maintiennent constamment de nouvelles disproportions dans l'économie capitaliste et qu'il n'est pas possible d'une manière fondamentale d'éliminer l'effet défavorable du problème énergétique sur le procès de reproduction.

Ceci n'empêche pas que dans le système capitaliste mondial se font prévaloir aussi des processus d'adaptation aux nouvelles réalités et tendances de la situation énergétique mondiale. C'est ainsi que certaines tendances de la politique d'adaptation se manifestent dans les efforts des pays capitalistes développés pour atténuer leur dépendance pétrolière vis à vis des pays de l'OPEP.

En résumé, il est possible de dire que dans l'économie énergétique du capitalisme contemporain s'effectue actuellement un certain déplacement en direction d'un développement du potentiel énergétique global, d'une utilisation plus large des sources énergétiques alternatives et d'une adaptation des mécanismes de régulation aux nouvelles conditions. Ces processus, même s'ils se déroulent dans le cadre de conflits internes ou externes, peuvent avoir une énorme influence sur l'évolution future des économies capitalistes et du système capitaliste mondial comme un tout. Cependant, ils se limitent avant tout aux pays capitalistes développés, lesquels disposent d'un potentiel en capital et en technologie tellement fort pour pouvoir s'assurer perspectivelement la satisfaction de leurs besoins en énergie.

Les problèmes énergétiques les plus accablants seront à la charge des pays en voie de développement non producteurs d'hydrocarbures. Leur développement industriel est relativement en rapport avec une grande exigence énergétique. L'espace d'adaptation de ces pays est limité par l'insuffisance du capital, le retard technologique et la manière de leur intégration dans la division internationale capitaliste du travail. L'accès et les coûts de l'énergie deviennent l'un des facteurs économiques clés du développement ultérieur de ces pays. Il est possible de supposer que sous la pression de la situation énergétique, les pays en voie de développement non producteur d'hydrocarbures se mettront à l'oeuvre collectivement pour résoudre leurs problèmes énergétiques.

Dans les conditions du capitalisme, la crise énergétique représente une forme spécifique de manifestation du problème énergétique global relevant généralement de l'intensification de l'intégration des différents éléments de l'économie mondiale et des contradictions de l'influence mutuelle de la nature et de la société dans le processus de l'évolution de l'humanité.

La résolution du problème énergétique global concerne tous les pays et pour la science économique l'examen des aspects politiques et socio-économique globaux de la crise énergétique est toujours plus actuel.

B I B L I O G R A P H I EI - PRINCIPAUX OUVRAGES :

- J.P. ANGELIER : La rente pétrolière, éd.C.N.R.S., Paris 1978.
- D. BAUCHARD : Le jeu mondial des pétroliers, Seuil-collection Société - Paris 1970.
- J.M. CHEVALIER : Le nouvel enjeu pétrolier, éd. Calman-Lévy, Paris 1973.
- D. DURANT : La politique pétrolière internationale, PUF, col. "Que s'ais-je", Paris 1962.
- P. JALLE : Le Pellaage du Tiers-Monde, éd. Maspéro, Paris 1975.
- W. LEONTIEF : The futur of the world economy, New-York 1977.
- K. MARX : Le capital, livre 3, éd. Sociale, Paris 1976.
- J. MASSERON : L'économie des hydrocarbures, éd. Technip, Paris 1975.
- T. RIFAI : Les prix du pétrole : Economie de marché ou stratégie de puissance, éd. Technip, Paris 1974.
- N. SARKIS : Le pétrole à l'heure arabe, édi. Stock, Paris 1975.
- A. SID AHMED : L'OPEP, passé, présent et perspectives, O.P.U. , Alger 1980.
- UNIVESITE DE DIJON : Les hydrocarbures gazeux et le développement des pays producteurs, éd. Technip Paris 1974.
- R. VERNON : The oil crisis, New-York, 1976.

II - RAPPORTS :

Energy global prospects 1985-2000, New-York, 1977.

Energy in the developing countries, Washington World Bank 1980.

Global 2000 Report to the President - Entering te Twenty-First Century, Washington, 1980.

INTERFUTURES - Facing the Future, Paris, OECD 1979

IIASA - World Régional Energy modelling, WIEN , 1980.

Rapports sur le développement dans le monde 1979, 1980, 1981, 1982, Banque Mondiale, Washington

Report ou the limits of grounth, IBRD, Washington 1972.

III - PRINCIPALES REVUES :

Annual Statistical Bulletin of OPEC.
Bulletin industriel pétrolier (BIP)
Far Eastern Economic Review
Finance et développement.
Harward Business Review
Intereconomics
Middle East Economic Survey (MEES)
Pétrole et Gaz arabes
Petroleum Economist
Petroleum Intelligence Weekly (P.I.W.)

TABLE DES MATIERES

| | <u>Page</u> |
|---|-------------|
| -;Introduction | 2 |
| - Particularité de l'évolution du capitalisme dans les années 70 et la crise énergétique. | 3 |
| - Les causes et les facteurs de la formation et de l'évolution de la crise énergétique | 7 |
| - La crise énergétique et les monopoles pétroliers internationaux | 12 |
| - La crise énergétique et les pays de l'OPEP | 17 |
| - L'évolution des prix du pétrole brut | 22 |
| - Les perspectives de l'évolution de la situation énergétique globale | 27 |
| - La situation énergétique des P.V.D. | 40 |
| - Problèmes et tendances | |
| - ESSAI sur la tendance de l'évolution ultérieure de la crise énergétique | 50 |
| - CONCLUSION | 54 |
| BIBLIOGRAPHIE | 57 |
| - TABLE DES MATIERES | 59 |